



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°2017 MARDI 20 MAI 2014

Gouvernement de cohésion nationale La semaine promet d'être décisive



Léon Kengo Wa Dondo

La dernière ligne droite vient d'être amorcée dans le processus de la formation de ce gouvernement tant attendu. D'après certaines indiscretions, le voyage du président de la République, Joseph Kabila, attendu cette semaine à l'Élysée serait l'élément déterminant qui aurait donné un coup d'accélérateur au processus. Ça se bouscule au portillon à telle enseigne que le nombre des curriculum vitae déjà réceptionnés par le Comité de suivi des recommandations des concertations nationales agissant pour le compte du présidium dépasse toute prévision.

À la majorité présidentielle autant qu'à l'opposition républicaine, la seule à avoir droit de cité (les plates-formes Sauvons la RDC et l'Union pour la Nation congolaise s'étant désistées), la liste serait déjà dressée et transmise à qui de droit. À la société civile cependant, la diversité des candidatures recueillies reflète les dissensions au sein de cette composante. Quant au changement du locataire de l'Hôtel du gouvernement, il n'est toujours pas évident.



Aubin Minaku

Page 10

SANTÉ

La RDC présente à la 66^e assemblée mondiale

C'est depuis le 19 mai que s'est ouverte l'assemblée annuelle de l'Organisation mondiale de la santé à Genève en Suisse. La RDC y est représentée par une forte délégation conduite par le ministre de la Santé publique, Félix Kabange Numbi. À cette réunion où plus de trois mille délégués sont attendus, les participants débattent de principales questions de santé mondiale et prendront notamment des décisions sur les efforts visant à prévenir et combattre les maladies non transmissibles telles que le diabète, les cardiopathies, les cancers et les pneumopathies chroniques.

Les différents délégués vont, en outre, évaluer les avancées obtenues dans la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement et le rôle de la santé dans le programme de développement de l'après-2015.

Page 12

AGRICULTURE

Le 8^e forum régional du Fida a fermé ses portes

Après avoir examiné les leçons tirées des projets appuyés par le fonds international de développement agricole (Fida) en Afrique de l'ouest et du centre, les participants au forum régional sont arrivés à la conclusion selon laquelle l'agriculture familiale et l'agro-industrie ne sont pas incompatibles. Pendant quatre jours, soit du 13 au 16 mai, ils ont, entre autres, abordé l'aspect fondamental de la transformation des sociétés rurales. De l'intégration de l'agriculture fa-

miliale et le développement agro-industriel à l'augmentation des revenus des agriculteurs en passant par la création des emplois pour les jeunes ruraux, ils ont passé au peigne fin toutes les possibilités d'émergence d'une agriculture au service de la population.

Une expérience pilote sur les finances rurales a été recommandée tout en continuant à accroître le budget à affecter à l'agriculture.

Page 10

LIGUE DES CHAMPIONS-PHASE DES POULES

V.Club domine Zamalek

L'AS V.Club de Kinshasa a fait une belle entame en phase de poule de la Ligue de champion en battant dimanche au stade Tata Raphaël les Égyptiens de Zamalek par deux buts à un. Mubele et Ngudikama étaient les deux buteurs de leur équipe qui, grâce à cette précieuse victoire, occupe provisoirement la tête du groupe avec trois points avec un goal average de +2. L'autre représentant de la RDC dans cette compétition, le TP Mazembe, a été battu par Al Hilal du Soudan le vendredi dernier par un but à zéro. Au classement, le club soudanais talonne V.Club avec trois points et un goal average de +1. Mazembe et Zamalek ferment la marche avec zero point chacun. La deuxième journée de ce groupe opposera le 25 mai V. Club à Mazembe à Lubumbashi. De son côté, Zamalek recevra Al Hilal au Caire.

Page 13

Situation à la SNCC

L'Acaj recommande une enquête indépendante

La recherche permettrait d'établir les responsabilités dans la mégestion qui caractérise cette société et l'acquisition des locomotives prises en leasing, lesquelles locomotives tombent régulièrement en panne et exposent les passagers à la mort. Pour l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj), il s'agira également, en plus d'une évaluation de la gestion de cette entreprise, de voir clair sur la gérance de l'argent décaissé au profit de la société.

L'ONG constate, en effet, que plusieurs fonds publics investis pour le redressement de la SNCC sont constamment dilapidés. Les droits des travailleurs y sont totalement bafoués au point que plusieurs d'entre eux meurent ou partent en retraite dans un dénuement poignant. Cette enquête indépendante vise à diagnostiquer et traiter les problèmes qui se posent au sein de la SNCC.

Page 13



Une locomotive de la SNCC

ÉDITORIAL

Fascinant !

L'avantage qu'ont, en tout temps et en tous lieux, les journalistes sur ce que l'on appelle en langue populaire le «vulgum pecus», autrement dit les simples citoyens, c'est qu'en faisant simplement leur métier ils assistent parfois à des spectacles fascinants. C'est précisément ce qui s'est produit ces derniers jours lorsqu'il nous a été donné d'accompagner Denis Sassou-N'Guesso dans la tournée qu'il effectuait au cœur des deux Cuvettes afin d'inspecter les grands travaux d'infrastructures qui s'y déroulent.

Impressionnants à tous égards, les chantiers routiers qui s'achèvent à Ewo, Étoumbi, Makoua, Owando et autres lieux, donnent en effet une image précise de ce que sera le Congo demain lorsque les Grands Travaux auront achevé les tâches qui leur furent confiées dans le cadre du Chemin d'avenir. Là où n'existaient jusqu'à très récemment que des routes crevassées et des chemins sinueux zigzaguant entre les arbres s'étiraient aujourd'hui sur des centaines de kilomètres des routes goudronnées que protègent des canalisations en parfait état et qui relient les villes et les villages autrefois inaccessibles dans des délais raisonnables.

Très significatif de ce changement radical est le gros village d'Étoumbi, dans le département de la Cuvette-Ouest, qui a pris en quelques allées l'allure d'une ville moderne avec ses routes, ses bâtiments officiels, ses maisons et ses marchés. Cela en un temps record et avec des moyens techniques qui en disent long sur la volonté des pouvoirs publics locaux et nationaux d'en faire un acteur économique majeur du désenclavement régional.

Faut-il s'étonner dans ces conditions que lors de la rencontre citoyenne qui clôtura, dimanche, la visite du chef de l'État, les sages, les femmes, les jeunes, les forces vives de cette partie du Congo aient dit haut et fort leur désir, leur volonté même de voir la Constitution du Congo adaptée aux réalités du temps présent ? Et faut-il s'étonner qu'ils aient dans le même temps demandé à Denis Sassou-N'Guesso de ne pas les abandonner en 2016, lorsque sera venu le temps de l'élection présidentielle ? Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour le comprendre.

Les Dépêches de Brazzaville

CLUB 2002-PUR

Guy César Wilfrid Nguesso, entre politique et religion

Au cours du premier congrès extraordinaire qui vient de se tenir à Brazzaville, du 16 au 17 mai, les membres du Club-2002 Parti pour l'unité et la République (Club-2002 PUR), ont pu convaincre le président-fondateur de leur mouvement de ne pas abandonner les activités politiques, de ne pas dissoudre le parti, comme il l'avait promis, le 30 janvier 2014 à Pointe-Noire, et de demeurer à sa tête.

Petite victoire, politique, pour les congressistes du Club 2002-PUR car ils n'ont pas pu obtenir le retrait de leur président des activités religieuses. Ce qui a fait dire à certains observateurs que ce n'est pas de gaieté de cœur - sa mine l'exprimait - qu'il a accepté de continuer de présider aux destinées du parti. Au point où, le plenum des congressistes lui a trouvé une voie de sortie défendable en créant un organe

« En tant que président du Conseil de surveillance, nouvel organe que vous avez inséré dans nos statuts, pour me permettre de concilier mes responsabilités politiques et ma mission pastorale, je reste garant du bon fonctionnement de notre parti »

consultatif, sans voix délibérative, appelé le Conseil de surveillance, dont il assure la présidence. Cette instance dirigeante n'est pas un organe exécutif. Paradoxe ! Dans ce cas de figure, le Secrétaire général, Juste Désiré Moundélé, devrait assumer les fonctions de chef de l'exécutif du parti.

Un discours plus que religieux

La présidence d'un organe consultatif confiée à un chef de l'exécutif est une innovation politique qui ne cadre pas avec l'organisation reconnue des mouvements politiques au Congo, conformément à la loi congolaise sur les partis politiques. En clair, Guy César Wilfrid Nguesso devient, par parallélisme de forme, président d'honneur du Club-2002 PUR. Il a semblé le dire, à mots à peine voilés, dans son discours de clôture. «En tant que prési-



Guy César Wilfrid Nguesso, au centre, louant l'Éternel

dent du Conseil de surveillance, nouvel organe que vous avez inséré dans nos statuts, pour me permettre de concilier mes responsabilités politiques et ma mission pastorale, je reste garant du bon fonctionnement de no-

pas de danse au rythme d'une chanson religieuse exécutée par une sonorisation installée, pour la circonstance, dans la salle de conférences du palais des congrès. Comme à l'église, les membres du parti reprenaient en chœur les refrains.

« L'avenir en marche pour une nouvelle République... »

Tout est donc bien parti pour que Wilfrid Nguesso partage son temps entre la direction du parti et les charges religieuses. Il a promis d'être à la hauteur de ces deux missions. Il s'est engagé à mener des batailles politiques aux côtés de ses alliés de la majorité présidentielle. Les premiers combats et les plus immédiats, ce sont les prochaines élections locales et la construction d'une nouvelle République que commande le changement de la Constitution du 20 janvier 2002.

C'est à dessein que le Club-2002 PUR a placé son premier congrès extraordinaire sur le thème : «L'avenir en marche pour une nouvelle République avec Denis Sassou N'Guesso», en vue de lancer le débat au sein du mouvement avant l'échange de vue avec les partenaires de la majorité présidentielle au niveau de la commission de réflexion sur le changement de la Constitution qui vient d'être mise en place.

Roger Ngombé

tre parti», a-t-il déclaré.

Même si le parti n'a pas, dans ses documents fondamentaux, ouvertement déclaré être d'obédience religieuse, le Club-2002 tend vers cet idéal. Pour souhaiter un bon retour aux congressistes, le président du Conseil de surveillance, Guy César Wilfrid Nguesso, rappelle : «Que la grâce du Seigneur Jésus-Christ vous accompagne !» Et de terminer son discours par des phrases du genre : «Que Dieu Tout-Puissant protège la paix et l'unité nationale. Au nom du Seigneur Jésus-Christ, je vous remercie.» De nombreux participants à ces assises ont eu le sentiment d'avoir assisté à une eucharistie.

De plus, cette cérémonie de clôture du premier congrès extraordinaire avait pris l'allure d'une messe. Toute la salle s'était mise debout pour esquisser les

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembedi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétaire : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

PROCESSUS ÉLECTORAL

Les journalistes formés sur leurs rôle et responsabilité

L'initiative est de l'ambassade des États-Unis d'Amérique qui a organisé le 16 mai, au Centre national de radio et de télévision (CNRTV), en partenariat avec le ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement, un atelier sur le reportage en période électorale.

Dans la perspective des prochaines élections au Congo, plus d'une trentaine de journalistes évoluant dans les médias publics et privés viennent d'être formés sur le «Rôle de la presse et l'attitude d'une presse responsable en période électorale». Il s'agissait en principe d'un atelier de renforcement des capacités pour la majorité des participants. La formatrice principale, Ricci Shryock, journaliste indépendante exerçant au sein de Reuters television et de la radio Voice of America a également édifié ses confrères et consœurs du Congo sur le journalisme d'investigation. Un genre journalistique que bon nombre de Congolais ont laissé de côté sans doute à cause de ses pesanteurs. Selon l'ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Congo, Stéphanie Sullivan, cet atelier tombe

à point nommé puisque certains pays de la sous-région en général et le Congo en particulier, sont dans une dynamique de renforcement de leur démocratie afin de garantir une croissance économique durable. Les médias doivent, a-t-elle indiqué, accompagner le renforcement des institutions démocratiques afin de jouer pleinement leur rôle. «Je pense que c'est une occasion historique pour les médias au Congo d'accompagner une transition pacifique et démocratique qui tracera un chemin à suivre pour les générations futures. Dans tous États démocratiques au monde, la démocratie est un vaste chantier en perpétuel progrès selon les contextes. Les journalistes aussi doivent participer à ce chantier», a exhorté la diplomate américaine. Elle a également rappelé que le travail des journalistes est non seulement noble mais aussi leur donne une lourde responsabilité : responsabilité d'informer de façon juste, impartiale et équitable. Il s'agit notamment du respect de l'éthique journalistique ; la séparation de l'opinion et des faits ; l'information équilibrée et précise. «Pour les journalistes qui sont encore jeunes, il vous appartient au-

jourd'hui de renforcer un environnement médiatique plus responsable pour un futur meilleur. Il ne faut pas vous juger par rapport à votre jeunesse mais par rapport à votre fonction, à votre talent et à ce que vous pouvez apporter à la démocratie dans votre pays », a conclu Stéphanie Sullivan, précisant que les Américains considéraient le droit à l'information comme un droit fondamental et capital.

Le directeur de cabinet du ministre de la Communication et des Relations avec le Parlement, Auguste Kinzongi-Kitoumou, s'est, de son côté, félicité du fait que l'ambassade des États-Unis, un partenaire au développement, a tenu sa promesse, dans la concrétisation leurs accords de coopération en organisant cet atelier. «Débuté le 14 mai dernier à Pointe-Noire, Brazzaville boucle ce jour, la fin d'une belle pérégrination ayant fait touché du doigt les stigmates raisonnables d'une belle presse, de source bien informée, l'attitude des homos communicans en période électorale vis-à-vis de populations, en qualité de régulateur des hommes politiques et sceptiques, au nom de la paix», a-t-il renchéri.

Parfait Wilfried Douniama

MISE AU POINT

La Grande Loge du Congo recadre La Lettre du Continent

En réponse à un article paru dans le numéro 682 de cette publication confidentielle sous le titre «...Les petits frères donnent la leçon», Jean-Dominique Okemba, député Grand maître de la Grande Loge du Congo, nous a fait parvenir la mise au point suivante.

«La Lettre du Continent (n°682) s'est faite le relais d'un message d'un prétendu «Collectif de Francs-Maçons et Francs-Maçons des deux rives du Fleuve Congo», (à l'instigation de Monsieur Mbu Ne Letang, individu volontairement parjure, radié en son temps des effectifs de la Grande Loge du Congo), relatif à l'opération de police initiée par la République du Congo, destinée à réprimer les auteurs d'assassinats crapuleux, de vols répétés, de viols et divers crimes, d'une part, et à expulser ceux de ces acteurs de nationalité étrangère, d'autre part.

La Grande Loge du Congo est citée dans ce message, ce qui justifie ce droit de réponse.

Sur la méthode, les Maçons ne communiquent pas entre eux de cette manière, tapageuse et sans effets. Ils préfèrent des rencontres fraternelles où les sujets de société, quels qu'ils soient, sont analysés en profondeur, et des délibérations élaborées pour l'usage des décideurs, ou des actions directes dans la cité.

Sur le fond, il n'existe aucun « collectif de Maçons » établi et fonctionnant sur trois territoires indépendants : la France, la RDC et la République du Congo.

De manière particulière, les Maçons s'interdisent de troubler ou d'encourager toute action de nature à troubler le bon ordre établi. Sur cette base, aucun Maçon ne peut accepter que sévissent les « Kulunas » et autres bandes criminelles. Tolérer cela relève du parjure.

Aucun Maçon, qui se gouverne en conséquence, ne peut accepter que les populations congolaises, qui accueillent aimablement des étrangers, se laissent massacrer par ceux-ci, et restent passives devant la balkanisation violente de certains quartiers des villes, ou des villages entiers, sans réagi, au-delà de la simple protestation. Faire autrement, c'est permettre, à la longue, la confiscation de l'espace vital à leur détriment.

La Grande Loge du Congo n'est pas solidaire de ce nébuleux «collectif» à la composition inconnue, et aux buts inavoués. La Grande Loge du Congo invite tout maçon à se manifester par la méthode habituelle, et à accepter que la République du Congo comme d'autres pays gouvernée par des lois opposables dans leur rigueur à tous, assure son devoir constitutionnel de protection de ses populations.»

INDUSTRIE PÉTROLIÈRE

Les Américains investissent dans le raffinage

La société américaine Benver Group exercera désormais ses activités dans le secteur du raffinage du pétrole pour la production des produits pétroliers et de l'électricité.



La signature de la convention

Le président-directeur général, Mardochée Loubove, a signé le 16 mai à Brazzaville, la convention de partenariat public-privé, conjointement avec le ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Isidore Mvouba, et son homologue des Hydrocarbures, André Raphaël Loemba. À travers cet accord, le gouvernement ainsi que son partenaire américain se sont convenus de la création d'une société anonyme régie par les lois de la République du Congo, «Benver raffinage Congo S.A». Ainsi, la société dont le siège social est à Pointe-Noire, aura pour objectif de produire à partir du pétrole brut et de commercialiser les produits pétroliers et l'électricité.

Selon le comité de suivi de cet accord, des relations beaucoup plus équitables sont établies entre les deux partenaires. Comme contrepartie, le gouvernement a exigé de la société une contre-garantie dont le montant n'a pas été révélé.

Le comité de suivi veillera à plusieurs paramètres pris en compte. À cet effet, il s'est rassuré de la moralité du partenaire qui a été jugé sérieux. Les travaux devraient commencer le plus rapidement, avec la construction d'une raffinerie neuve, moderne et fiable ; en attendant la mise en œuvre d'autres projets tels l'électricité et la fabrication du bitume.

Un transfert effectif de technologie, une formation et une gestion transparente sont souhaités de la part de Benver Group, afin que la coopération soit profitable à toutes les parties.

4 milliards de dollars pour l'investissement

Les obstacles levés, une première action dans le cadre de ce partenariat est la construction d'une nouvelle raffinerie dont l'emplacement se trouve sur le littoral à Pointe-Noire. Trois sites ont déjà été sélectionnés et les ingénieurs de la société, qui arrivent très prochainement, décideront du terrain propice pour l'implantation d'un tel édifice.

Benver Group a prévu pour cet unique investissement près de 4 milliards de dollars américains. Les études de faisabilité prévues le confirmeront. «Cet accord, nous comptons le mettre en œuvre immédiatement (...) dans les semaines qui suivent, nos ingénieurs vont revenir avec nous pour aller à Pointe-Noire, identifier le terrain et discuter avec nos partenaires du domaine pétrolier. Nous pensons que ça se fera le plus rapidement, car nous ne voulons pas perdre un jour de plus», a déclaré Mardochée Loubove.

En effet, une nouvelle raffinerie serait salutaire pour le Congo, qui n'arrive plus à satisfaire les besoins du marché local en produits pétroliers raffinés ; compte tenu aussi des atouts et potentialités propices à la mise sur le marché international de ces mêmes produits.

Aussi, le gouvernement veut faire du Congo un hub de produits raffinés dans la région du golfe de Guinée. Cette construction s'inscrit dans la poursuite de la politique d'industrialisation du Congo et d'appui à la diversification économique, tout en favorisant l'attrait des investissements étrangers. «Il y a un appel à la distribution des produits pétroliers, donc apporter un nouvel outil, dont la raffinerie, dans la distribution de ces produits est une très bonne chose. La balle est du côté du partenaire pour la concrétisation de ce projet», a souligné André Raphaël Loemba. Le président-directeur général de Benver Group a assuré son partenaire de respecter tous les engagements dans le cadre de la participation de sa société aux projets sociaux de la République du Congo.

Nancy France Loutoumba




Société Générale Congo, filiale du Groupe Société Générale, vous offre la possibilité de rejoindre un groupe bancaire international avec un plan de carrière professionnelle évolutif.

Société Générale Congo, recherche un Responsable Support Projet et Organisation. L'intéressé sera rattaché au Secrétaire Général et aura pour tâches spécifiques de :

- Assister les différentes lignes métiers dans la rédaction des procédures en collaboration avec les responsables de services concernés
- Superviser la Maîtrise d'Ouvrage dans le support aux utilisateurs et les activités liés à la gestion applicative,
- Piloter les projets de SG Congo, le cas échéant, en collaboration avec les différentes lignes métiers et les plateformes basées hors Congo,
- Assurer une assistance méthodologique à la structuration et à la conduite des projets
- Participer à la conduite du changement en mettant en place les actions de communication et de formation des utilisateurs adaptées dans le cadre des nouveaux projets
- Prendre en charge des missions d'organisation au sein de SG Congo afin d'optimiser la productivité et la qualité des structures
- Piloter la conduite du changement dans le cadre de la Migration Delta V10

Profil recherché

- Justifier d'une expérience d'au moins 5 ans à un poste de Responsable de l'Organisation au sein d'un établissement bancaire

Société Générale Congo
Agence de Brazzaville
Avenue Amilcar Cabral
Brazzaville
République du Congo

Tél. (+242) 06 504 22 22
(+242) 06 504 22 23
(+242) 05 593 91 91
www.societegenerale.cg

Société Générale Congo
Société Anonyme
au capital de 10.000.000.000 FCFA
Siège Social :
Avenue Amilcar Cabral BP 598 Brazzaville
NIU P2011110001643081 RCCG/BZV/11B2902

AVIS DE RECRUTEMENT

Responsable Support Projet et Organisation H/F

- Justifier d'une expérience en pilotage de projet
- Maîtriser les Systèmes d'Informations Bancaire, la maîtrise de Delta Bank serait un avantage
- Maîtriser parfaitement le français, la maîtrise de l'anglais serait appréciée

Qualités

- Rigueur et méthodologie
- Sensibilité avérée pour le travail d'équipe en mode projet
- Capacité à fédérer autour d'un projet et à animer en environnement transverse

Les postulants sont priés de déposer leur dossier de candidature sous pli fermé avec la mention « Responsable Support Projet et Organisation » au Siège de la banque sis Avenue Amilcar Cabral à Brazzaville. Ils peuvent également adresser leur candidature à l'adresse suivante: rh.sgc@socgen.com

Composition du dossier :

- Un CV
- Une lettre de motivation
- Copie légalisée des diplômes

Date limite de dépôt des candidatures :

10 Juin 2014

Offre d'emploi Agent de Maintenance

Une société industrielle recherche un Technicien de maintenance industrielle pour son unité basée à Pointe Noire.

Missions principales

- Effectuer le montage et l'installation d'équipements ou de sous-ensembles de d'équipements selon les dossiers machines, les documentations, etc.
- Réaliser les réglages de mise au point des équipements et contrôler leur fonctionnement.
- Localiser les pannes sur les installations et déterminer les solutions techniques ainsi que les conditions de remise en état des équipements.
- Identifier, réparer ou remplacer les organes et les éléments des systèmes défectueux (engrenages, roulements à billes, distributeurs hydrauliques, automatismes, ...).
- Modifier ou adapter les équipements selon les impératifs de production (cadences, nouveaux produits, ...) ou les évolutions réglementaires.
- Réaliser la maintenance préventive des équipements en fonction du programme établi.
- Renseigner les supports de suivi d'intervention et transmettre les informations aux services concernés.

Profil Recherché:

- Diplôme d'études supérieures (BAC+2) ou plus ;
- Expérience professionnelle réussie en milieu industriel ;
- Nationalité congolaise ;
- Disponible, endurant et rigoureux ;
- Sens des responsabilités ;

Des compétences en automatisme seraient très appréciées.
Rémunération à définir en fonction de l'expérience du candidat.
Envoyer lettre de motivation et CV à l'adresse :
recrutements.pnr@gmail.com

Offre d'emploi Chef d'équipe

Une société industrielle recherche un chef d'équipe, pour son unité basée à Pointe-Noire. Responsable des hommes et des femmes qui constituent l'équipe, il est garant de la qualité des produits et du fonctionnement global de la production.

Missions principales

- Planifier le travail et l'approvisionnement des matières premières. Identifier et vérifier en amont tous les éléments nécessaires à l'activité
- Transmettre et expliciter les instructions de production
- Former les opérateurs aux procédures
- Affecter les postes de travail, animer et coordonner le travail de l'équipe
- Suivre la production en veillant au respect des process, de la qualité et des délais
- Intervenir en cas de difficulté technique, apporter les ajustements nécessaires (avec l'aide du service maintenance)
- Maintenir la cohésion et la motivation de l'équipe
- Renseigner les documents de suivi pour la traçabilité : rapports de production, fiches d'autocontrôle, etc.
- Proposer des améliorations dans l'organisation du travail

Compétences

- Capacités d'analyse de problèmes
- Réagir vite en cas de situation anormale
- Analyse des contraintes techniques
- Force de proposition dans l'organisation du travail
- Capacités managériales
- Sens des responsabilités
- Savoir rendre compte
- Sens du contact
- Pédagogie et diplomatie

Profil Recherché:

- Diplôme d'études supérieures (BAC+4) ou plus ;
- Expérience professionnelle réussie en milieu industriel ;
- Nationalité congolaise ;
- Connaissances en informatique ;

Rémunération à définir en fonction de l'expérience du candidat.
Envoyer lettre de motivation et CV à l'adresse : recrutements.pnr@gmail.com

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

❑ «La Nouvelle République que nous souhaitons bâtir passe inévitablement par le changement de la Constitution post conflit du 20 janvier 2002. Elle devra prendre en compte les exigences de la bonne gouvernance politique et économique, de l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif...»

Guy César Wilfrid Nguesso, président du Conseil de Surveillance du Club 2002-PUR, discours lors du 1er congrès extraordinaire tenu du 16 au 17 mai à Brazzaville

❑ «Notre position est claire : pour faire trembler le pouvoir, nous avons aussi des droits que nous offre la constitution, ceux d'exprimer sous plusieurs formes notre mécontentement sur certaines questions politiques du pays. La constitution actuelle, on ne la touche pas, car celle-ci a donné au peuple congolais, la paix et la stabilité souhaitées.»

Pascal Tsaty Mabila, Premier secrétaire de l'Upads (opposition), adresse aux militants du parti, dimanche 18 mai, Pointe-Noire

❑ «Le monde d'aujourd'hui bascule vers le Sud et vers l'Est. De nouvelles puissances émergent sans que les anciennes n'aient réduit leur prétention. L'avenir appartient donc aux continents. C'est-à-dire à l'union des nations qui, sans rien perdre de leur singularité, conjuguent leurs forces pour exprimer leur modèle.»

François Hollande, président de la République française, Le Monde, le 08 mai 2014

❑ «On ne peut pas vouloir être champion du monde et préférer la sieste au travail.»

Moulay Hafid Elalamy, homme d'affaires marocain, ancien patron du groupe Saham, Jeune Afrique, 18 avril 2014

❑ «L'écriture n'est pas qu'un geste. Au départ, c'est une pulsion qui est vitale et essentielle à l'être humain. Et c'est là toute la puissance de l'art. C'est s'échapper de la barbarie. L'art c'est l'échappatoire.»

Dieudonné Niangouna, dramaturge, Congo-Brazzaville, cité dans TerrAfrica N°21 du 10 mai 2014

A VENDRE BON PRIX



HYDRAFORM AUTO-BLOQUANT. PRODUCTION : 240 BLOCS PAR HEURE SOIT 1.500 BRIQUES PAR JOUR.
NB : LA MACHINE EST NEUVE, SE TROUVE A BRAZZAVILLE ET TOUS LES PAPIERS POSSIBLES SONT DISPONIBLES.
CONTACT : 06 686 44 48 / 05 976 53

TRAVAUX PUBLICS

Des axes stratégiques pour des actions futures du BCBTP

Le comité de direction du Bureau de contrôle des bâtiments et des travaux publics (BCBTP) a énoncé, au cours d'une session extraordinaire tenue récemment à Brazzaville, des axes stratégiques devant orienter les actions futures de cette entité en vue de traduire dans les faits son programme de restructuration-réhabilitation.

Consacré à l'examen du rapport d'activité des trois premiers mois de l'exercice de 2014 ; à l'adoption de son programme d'actions et au bud-



Frédéric Manienze

get de l'année en cours arrêté en recettes et en dépenses à plus de 4 milliards FCFA, le comité présidé par Frédéric Manienze a débouché sur quatre délibérations. Celles-ci portent notamment sur l'adoption de l'organigramme de transition du

BCBTP et de son opérationnalité au moyen d'un acte d'autorisation. «Il est à souhaiter que toutes les délibérations adoptées et actées soient rapidement mises en œuvre. Une réflexion plus systématique, plus fournie et plus assidue devra se poursuivre pour mieux cerner les objectifs, les modalités et les enjeux qui accompagnent les réformes structurelles en cours du BCBTP», a précisé le président du comité de direction.

Organisme de référence dans ses domaines d'activités variés, cette entité entend, à travers les réformes envisagées, relever les défis en matière de géotechnique, d'auscultation dynamique des structures des chaussées, des ouvrages et des bâtiments, de contrôle et de surveillance des travaux, pour jouer pleinement et de manière satisfaisante son rôle stratégique d'ingénieur public dans la maîtrise d'œuvre directe ou en assistance à la maîtrise d'œuvre.

Pour le comité de direction, la restructuration-réhabilitation envisagée doit se traduire par trois axes prioritaires qui, souligne-t-on, concernent des solutions pluridisciplinaires sur les problématiques posées par les constructions, l'aménagement durable, la sécurité des ouvrages et des infrastructures, mais aussi la recherche.

Il s'agit, d'une part, de consolider, réorganiser, redéfinir les stratégies et les missions, mais aussi de diversifier

la cation du portefeuille clients, de formations aux métiers et d'investissements complémentaires de laboratoire. Il s'agit d'autre part, de procéder à la réaffirmation des effectivités juridiques du bureau de contrôle du bâtiment et des travaux publics en tant qu'instrument de l'État, par le moyen d'un nouvel encadrement juridique et institutionnel.

Enfin, chaque direction sera considérée comme un centre de coûts dont l'atteinte des objectifs devra être évaluée par des indicateurs qualitatifs et quantitatifs. De même, la conciliation de la culture des moyens avec celle des résultats favorisera une gestion budgétaire plus rigoureuse et plus transparente. «Les résultats du diagnostic global, les adoptions du plan stratégique et du contrat d'engagement et des objectifs 2014-2018, répondent aux préoccupations fort légitimes exposées ci-dessus», a déclaré Frédéric Manienze.

En vue de viabiliser cette entité, le ministre de l'Équipement et des travaux publics, Emile Ouosso, a rappelé, la restructuration en cours du Bureau de contrôle des bâtiments et des travaux publics (BCBTP).

«À terme, le BCBTP devra être une expertise de haut niveau au service de la politique de construction et d'entretien des routes», a-t-il ajouté hier à l'inauguration de la route Makoua-Etoundi.

Guy-Gervais Kitina

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

La communication digitale, un atout pour la jeunesse

L'agence de conseil en communication, Expertel, a organisé un concours, le 17 mai, à Brazzaville, ayant pour objectif de détecter les jeunes talents capables d'innover dans le domaine de la communication.



Cette initiative a été réalisée en partenariat avec le Bantuhub, un laboratoire d'innovation qui aide les jeunes entrepreneurs à formaliser leurs projets de création d'entreprise.

Expertel s'est engagée à encourager les jeunes intéressés par les technologies de l'information, à se tourner vers la communication digitale. Celle-ci étant un écosystème numérique où les

stratégies et les actions de communication des entreprises notamment se font sur le web, les médias sociaux et les terminaux mobiles (smartphones, tablettes tactiles...). «Nous avons des talents au Congo qu'il faut accompagner en leur offrant des possibilités d'emploi. C'est d'ailleurs pour cette

raison que nous organisons la première édition de ce concours», a indiqué le chef d'agence, Fongui Ibara.

Pour ce coup d'essai, une trentaine de candidatures ont été enregistrées. Ils ont mesuré leurs connaissances en communication dans plusieurs spécialités, entre autres, le web marketing (ensemble des techniques marketing et publicitaires utilisées dans un environnement Internet) et le web design qui renvoie à la conception de l'interface web, notamment l'architecture interactionnelle, l'organisation des pages...

Rominique Nerplat Makaya



INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez-nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
GMP06	Suivi et contrôle d'exécution des marchés publics	5 jours	09 au 13 juin 2014
FF3	Gestion de la fiscalité de la paie	3 jours	10 au 12 juin 2014
EP10	Gestion de bureau et administration pour assistants administratifs et secrétaires de direction	4 jours	16 au 19 juin 2014
MDP03	Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet	15 jours	16 juin au 04 juillet 2014
GMP05	Gestion des délais dans l'exécution des contrats des marchés publics : élaboration et suivi du plan de passation des marchés	5 jours	23 au 27 juin 2014



Musée du Bassin du Congo

ANNONCE

Le Musée Galerie du Bassin du Congo présente du 25 avril au 25 juillet 2014, l'exposition spéciale de l'artiste peintre-sculpteuse congolaise, Rhode Bath-Schéba Makoumbou. Thème de l'exposition : Du rappel au repère » sculptures contemporaines. Adresse: 84, bld Denis Sassou N'Guesso, Immeuble Les Manguiers (Mpila) dans l'enceinte "Des Dépêches de Brazzaville"



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

- ASSURANCE AUTOMOBILE
- ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
- ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
- ASSURANCE MALADIE
- ASSURANCE VOYAGE
- ASSURANCE INCENDIE
- ASSURANCE TRANSPORT
- ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
- ASSURANCE GLOBALE BANQUE
- ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!

20 et 21 Mai 2014
Chambre de Commerce
Brazzaville

EDUMAROC

Forum de l'Etudiant Africain

CONTACTEZ-NOUS AU : 06 953 07 44 - 06 669 14 72

PARTENAIRES: LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE, TELE CONGO, ARCANIA

ORGANISATEURS: Maroc Export, L'ETUDIANT

TerraTech
Le monde de l'informatique

Onduleur APC 650 VA

Prix : 55.000 TTC

Revendeur agréé acer

Av. Alphonse Fondere, Immeuble CNSS, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - info@terratech-cg.com - www.terratech-cg.com

Promotion Spéciale

Cartouche HP 21 N/C
Prix : **13.500** TTC

Cartouche HP 122 N/C
Prix : **8.500** TTC

Imprimante tout-en-un HP Deskjet 1050

A 49.000 TTC

Spécificités

- * Impression, Numérisation, Copie
- * A4; A5; A6; B5; C5; C6; DL; Enveloppes; Cartes
- * 1 port USB 2.0 haut débit
- * Jusqu'à 16 ppm en noir, 10 ppm en couleur
- * Garantie 1 an

Logos: acer, hp, dell, toshiba, microsoft, APC, iPad, sony, lenovo, genius, fuji

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

BULLETIN D'ABONNEMENT

MES RÉFÉRENCES

Nom :
 Prénom :
 Société :
 Adresse :
 Ville : Code postal :
 Tél. : E-mail :

Titre d'abonnement : 3 mois 6 mois 1 an

Mode de paiement : Chèque Espèces

Date et signature

NB : Ce coupon est à retourner sous pli fermé aux adresses suivantes : BRAZZAVILLE : 84, Boulevard Denis-Sassou-N'Guesso, Immeuble Les Manguiers / Mpila, Tél. : + 242 06 632 55 41, 06 634 93 33, 05 548 46 16
 POINTE-NOIRE : Avenue Germain Bikoumat, Immeuble Les palmiers (à côté de la Radio Congo), Tél. : + 242 06 963 31 34
 RDC - KINSHASA : 1430, Avenue Colonel Ebeya, Commune de la Gombé, Tél. : +243 015 166 200

NÉCROLOGIE



L'honorable François Ondaï-Akiéra, Clotilde Ibara et Thierry Nougou ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur mère, tante et grand-tante, Pauline Ngala-Okandzé, survenu vendredi 16 mai 2014 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 36, rue Manguenguégué, à Talangaï (Quartier Texaco)-Brazzaville.

Le programme de l'inhumation sera communiqué ultérieurement.

La veuve Bidié née Silaho Antoinette et les enfants ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur époux et père Alphonse Bidié survenu le dimanche 11 mai 2014 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire est organisée au domicile du disparu sis 27, rue Dispensaire Château-d'eau Nganguouini
La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Philippe Monékéné et enfants informent les parents, amis et connaissances, le décès de madame Monékéné née Ngongo Colette, le 9 mai à Brazzaville au CHU. La veillée mortuaire se tient au 1783 rue Ngali Pascal au quartier sic Makélékélé. La date de l'inhumation vous sera communiqué ultérieurement.



CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle M^BAKANI Placide. Je désire adjoindre à mon patronyme actuel le nom LOUBOULA et me faire appeler désormais **M^BAKANI LOUBOULA Placide**.

Toute personne qui aurait un intérêt légitime peut faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

VIH/SIDA

Le Congo et le Brésil évaluent la première étape de leur coopération

En mission de travail à Brazzaville depuis le 12 mai, la délégation de l'Agence brésilienne de coopération a échangé, le 16 mai, avec la partie congolaise représentée par la Secrétaire exécutive du Conseil national de lutte contre le sida (CNLS), Marie Franck Puhence.

Objet d'un protocole d'accord conclu en 2011, la première phase du projet « Renforcement de la réponse nationale au VIH/sida au Congo », consacrée aux voyages d'études et d'échanges d'expérience des cadres congolais et brésiliens dans le domaine de la santé, notamment dans la lutte contre le VIH en faveur des populations vulnérables, est arrivée à son terme. En effet, après avoir effectué cinq voyages au pays du Roi Pélé, entre 2012 et avril 2014, pour s'imprégner de l'expérience brésilienne en matière de lutte contre le VIH, le sida, les Infections sexuellement transmissibles (IST) et les hépatites, les cadres et leaders de la société civile congolaise ont échangé la semaine dernière avec leurs collègues du Brésil. Le projet consistait, entre autres, à l'identification des groupes clés tels que : les professionnels du sexe, les jeunes, les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes (les homosexuels) et les usagers des drogues intraveineuses. Il y avait aussi des questions liées aux laboratoires et aux résistances en ce qui concerne les antirétroviraux. Selon

l'assistant à la réponse de la société civile au secrétariat exécutif permanent du CNLS, Alexis-Vincent de Paul Boyoko, la délégation brésilienne est venue aussi s'imprégner de l'expérience congolaise. *«Ils sont très émus de la manière dont la réponse du Congo est organisée et du fait que celui qui est à la tête du CNLS, qui est un organe de coordination et d'orientation de la lutte contre le sida, est le président de la République. Cette délégation a également apprécié la stratégie de lutte contre le sida en milieu de prostitution au Congo, y compris les homosexuels»,* a-t-il expliqué à la presse. La délégation conduite par Stéphane Sabarensé, qui a eu une semaine d'activités intense au Congo, s'est ensuite félicitée de l'engouement que les personnes vivant avec le VIH/sida ont, notamment dans le cadre de leur réseau national des positifs du Congo. Elle a, par ailleurs, encouragé et apprécié la mise en place de l'unité de dépistage mobile, ainsi que le partenariat qui lie le CNLS aux organisations de la société civile concernant les personnes vivant avec le VIH. *«Dans la mise en œuvre de ce projet, quelques faiblesses ont été constatées. Parmi lesquelles, dans le cadre des professionnels du sexe, les aspects liés au traitement des IST qui demeurent encore faibles»,* a poursuivi Alexis-Vincent de Paul Boyoko.

S'agissant de l'usage des drogues injectables, retenu dans la première

phase, l'état des lieux fait sur le terrain, montre que la plupart des drogues consommées au Congo sont le chanvre indien et la cocaïne. Ainsi, les deux parties envisagent déjà la deuxième phase de leur collaboration. L'Agence brésilienne de coopération a même présenté à son partenaire les grandes lignes concernant la mobilisation des personnes vivant avec le VIH. Il s'agit précisément des usagers de la drogue ; la population la plus vulnérable au regard du taux de prévalence présenté par le SEP/CNLS ; ainsi que les écoles pour lutter contre le sexisme existant.

Pays émergent, le Brésil est un des fabricants des introns tels que le test de dépistage, les antirétroviraux, les préservatifs et le gel. Cette production destinée à la consommation locale est encore jugée insuffisante (15 à 20%) car le pays importe encore 80 à 85%. Le pays entend être autosuffisant en 2025. D'après la délégation brésilienne, sa coopération sud-sud n'entraîne pas de conditionnalités. *«Nous ne pouvons pas demander à notre partenaire une conditionnalité. Notre coopération sud-sud ne comporte pas non plus, ni transfert de fonds, ni transfert de biens. Elle est basée notamment sur le transfert de compétences, le renforcement des capacités institutionnelles, le transfert de technologies»,* a indiqué l'un des membres de la délégation.

Parfait Wilfried Douniama

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Brazzaville accueille le forum de l'étudiant africain

La rencontre qui sera co-organisée les 20 et 21 mai à la Chambre de commerce de Brazzaville par Maroc Export et le Groupe l'Étudiant, vise à promouvoir l'information et l'orientation des futurs bacheliers et étudiants à l'échelle du continent.

Après Dakar au Sénégal, Abidjan en Côte d'Ivoire, Libreville au Gabon récemment, la capitale de la République du Congo abritera bientôt les travaux du forum de l'étudiant africain. Selon les organisateurs, ce forum constitue une étape importante de la tournée EDU Maroc dans plusieurs villes africaines. Il représente également, indique le communiqué de presse, une véritable plate-forme d'information et d'orientation qui soutient la coopéra-

tion régionale dans le domaine de l'enseignement et valorise la formation des générations futures pour les préparer au mieux à affronter leurs projets professionnels et à construire l'avenir de leur continent.

Pour le cas de Brazzaville, l'organisation du forum de l'étudiant africain s'inscrit dans le cadre de la dynamique de coopération entre le Congo et le Maroc et dans la lignée des liens d'amitié et d'échange qui unissent les deux pays. *«À travers ce forum, nous souhaitons que la qualité de l'enseignement transcende les frontières géographiques afin que notre Afrique s'appuie sur sa plus grande richesse, son capital humain, pour assurer sa croissance inclusive et s'imposer comme société de connaissance et de*

compétences», a déclaré président du Groupe l'Étudiant, Mohcine Berrada. Il n'a pas caché sa volonté de contribuer à l'orientation des jeunes congolais en privilégiant un contact direct et un échange productif avec des professionnels représentant toutes les filières de formation. Le but étant d'alimenter le marché africain de qualifications en adéquation avec ses besoins en termes de techniciens, de professionnels, de gestionnaires ou de dirigeants. En rappel, trente établissements figurant parmi les meilleures écoles professionnelles et supérieures au Maroc participent à cette édition qui a pour ambition d'accueillir plus de 4 000 visiteurs. Il s'agit des élèves, étudiants, parents, enseignants et orienteurs et bien d'autres.

P.W.D.

HANDICAP VISUEL

Une campagne de sensibilisation à la problématique

L'ONG Viens et Vois, dirigée par Emerson Massa, en partenariat avec l'Église évangélique du Congo, organisent tous les dimanches dans les paroisses de Brazzaville, une campagne de sensibilisation sur la problématique du handicap visuel.

Cette campagne vise à changer le regard condescendant des hommes dits valides à l'égard des aveugles. Considérés comme des mendiants ou d'éternels assistés, les aveugles de-

vraient sortir de ce prisme dans lequel la société les a placés.

Cette campagne a débuté le 13 avril dernier à Brazzaville. Elle s'étendra à Pointe-Noire le 25 mai puis à Nkayi le 1^{er} juin. Le choix de la ville de Nkayi s'explique par le taux élevé des aveugles qui y vivent. En outre, les enseignements sont donnés par des aveugles notamment Armand Ndinga, Dieudonné Mbimi et Emerson Massa et bien d'autres.

Au cours de cette campagne de sen-

sibilisation, les œuvres réalisées pendant dix ans par l'association Viens et Vois, sont exposées. Ces différentes réalisations (vannerie, brosse, massage...) ont pour but de montrer que l'aveugle, une fois accompagné, est capable de tout.

Notons qu'au Congo, le département de la Bouenza présente un pourcentage élevé d'aveugles, à cause de la cécité des rivières.

Rodolphe Gassayes Mouandza (stagiaire)

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

recherchent vendeurs de journaux.

Pour tout renseignement contacter :

TÉL. 06 634 93 33 - 04 002 54 01

06 963 31 34 - 01 676 62 34

Brazzaville : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila),

Pointe-Noire : Av. Germain-Bikoumat :

Immeuble Les Palmiers

(à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire)

RCA

Les anti-balaka se disputent le rôle de coordonnateur général

À Bangui, le mouvement anti-balaka qui règne en maître et en horreur depuis la chute de l'ancien président de transition, Michel Djotodia, ne parle plus le même langage. Le nouveau nom qui vient d'apparaître à l'issue d'une réunion qui a eu lieu la semaine dernière, rend furieux l'ancien dirigeant, Patrice Édouard Ngaïssona, qui parle de mascarade.

Ce nouveau nom, c'est celui de Sébastien Wénézouï, un anti-balaka basé au camp de déplacés de Mpoko qui dit avoir été porté à la tête du mouvement. Il a affirmé que Ngaïssona, qui devient désormais son adversaire, n'est plus le coordonnateur général des anti-balaka. «On l'a pris au début comme un responsable politique mais il y a un problème: nous ne voulons pas que notre mouvement prenne une tournure politique. Notre mouvement avait un but, qui était de faire partir Djotodia du pouvoir, et cet objectif a été atteint. Nous voulons garder notre crédibilité, nous ne sommes pas des politiciens. La première chose que nous envisageons de faire, c'est de chercher à réconcilier le milieu musulman et le milieu chrétien», a-t-il déclaré. Par ailleurs, il a annoncé qu'il souhaitait travailler avec les séléka et les représentants de la communauté musulmane en vue de publier une déclaration conjointe appelant à la fin des affrontements. «Chaque chef doit contrôler ses éléments sur le terrain. Je les appelle à se comporter de manière responsable. Un élément des anti-balaka qui agresse un musulman, nous serons obligés de le remettre à la gendarmerie», a-t-il précisé.

De son côté, Patrice Édouard Ngaïssona a répliqué en balayant d'un revers de la main la déclaration qui nomme son rival, et dit avoir gardé sa place de coordonnateur du mouvement. Il a insisté sur les risques de conflit interne que cette situation fait peser.

Sur le plan diplomatique, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a effectué dimanche une visite de quelques heures, la quatrième du genre à Bangui, où il s'est entretenu avec la présidente de transition Catherine Samba Panza. Il s'est rendu ensuite au Camp M'poko où est basée la force de l'opération militaire française Sangaris.

La visite du ministre français intervient quelques jours après le meurtre de Camille Lepage. La journaliste reporter française a été assassinée alors qu'elle effectuait un reportage dans l'ouest de la Centrafrique, en compagnie des anti-balaka.

Yvette Reine Nzaba

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La France, l'Autriche et certains pays de l'UE ne respectent pas leurs engagements

Selon les derniers chiffres publiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'aide publique au développement (APD) de la France a connu en 2013 une baisse de près de 10%, un chiffre très éloigné des annonces officielles. C'est également le cas de l'Autriche, tandis que les pays de l'Union européenne (UE) sont appelés à intensifier leurs efforts.

L'APD de la France décroche

Alors que le Trésor français estimait à 0,46% du revenu national brut (RNB) en 2013 le recul du budget de développement contre 0,47% en 2012, selon le Comité d'aide au développement de l'OCDE, la part du RNB français consacré à l'aide au développement est tombée à 0,41% du PIB en 2013. Le montant total des budgets consacrés au développement est évalué à 8,44 milliards d'euros. Un décrochage de 1,45 milliard d'euros, par rapport aux 9,89 milliards d'euros annoncés pour 2013.

L'ancien ministre français au Développement, Pascal Canfin, a expliqué ce recul par plusieurs facteurs, notamment des annulations de dette dues par les pays éligibles à l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE), les retards de décaissement de prêts de l'Agence française de développement (AFD).

Résultat : un certain nombre de projets initialement prévu par l'AFD n'ont finalement pas été décaissés comme prévu en 2013. Des retards que Pascal Canfin attribue à «une sélectivité accrue des projets financés par l'AFD en matière de responsabilité sociale des entreprises et de développement durable, d'éthique professionnelle, de redevabilité, de transparence et d'efficacité mise en place en 2013».

Critiques des ONG

Pour les ONG, un autre paramètre est à prendre en compte dans la baisse de l'aide française au développement : le gel budgétaire. Cette pratique fixée par circulaire à 6% en 2013 et à 7% en 2014 permet de mettre en réserve une partie des crédits alloués au budget français consacré au développement. Selon le responsable du financement du développement à Oxfam France, Christian Reboul, «ce gel permanent entraîne de fait une baisse mécanique des crédits budgétaires d'une année à l'autre». Une pratique regrettable selon lui.

L'Autriche compte également réduire sa part de budget consacré à l'APD de 20%, ce qui irrite les ONG. Le ministre autrichien des Finances, Michael Spindelegger, a annoncé que seulement 65,4 millions d'euros seraient consacrés à l'aide au développement pour la période 2014 et 2015. Or le gouvernement

avait promis de ne pas diminuer les ressources consacrées au soutien direct des plus pauvres.

De nombreux programmes sont ainsi compromis. L'Autriche a promis d'augmenter au fur et à mesure les fonds consacrés au développement et à l'aide humanitaire pour respecter ses engagements internationaux de 0,7% du PNB. Avec 0,27% du PNB consacré à l'aide au développement, l'Autriche est très loin d'atteindre son objectif initial. Ce que les ONG considèrent comme un «aveu de faiblesse».

Inquiétudes au sein de l'UE

La pression se fait également sentir au niveau européen sur le budget consacré à l'aide publique au développement (APD). Si la ligne budgétaire a été maintenue dans le cadre financier 2014-2020, en baisse globale pour la première fois, «dans sept ans il manquera 15% à 20% si aucune réévaluation n'est faite», estime Eva Joly, présidente de la commission du développement au Parlement européen.

En 2005, les États membres de l'UE se sont engagés à accroître l'APD de 0,7% de leur RNB d'ici 2015. Cet engagement est fondé sur l'objectif de parvenir individuellement à un ratio APD/RNB de 0,7% pour les 15 pays membres de l'UE avant 2004 et de 0,33% du RNB pour les États devenus membres après cette date.

Noël Ndong

MUSIQUE

Under Control pose les jalons du beatbox à Brazzaville

Le groupe français de beatboxeurs Under Control a entamé sa tournée africaine par Brazzaville. Objectif : apprendre aux artistes congolais les techniques spécifiques du beatbox. Interview.

Les Dépêches de Brazzaville : Pouvez-vous nous parler du beatbox ?

Under Control : c'est une pratique issue du mouvement Hip-Hop dans les années 1980 et qui consiste à imiter les instruments, principalement les percussions les mélodies ou les scratches en utilisant la bouche, le nez et les cordes vocales. C'est un style de musique très vieux si bien qu'on peut dire qu'il est ancestral, car dans le mouvement Hip-Hop la percussion vocale est une chose qui existe depuis fort longtemps.

Il a été révélé par un beatboxeur américain nommé Rahzel au courant de 1990, mais le mouvement en terme de pratique est né en Europe dans les années 2000. Et cette année-là a connu une explosion de beatbox essentiellement dans deux pays, la



Les musiciens du groupe Under Control

France et l'Angleterre. Aujourd'hui, on retrouve bien d'autres pays qui pratiquent le beatbox notamment l'Espagne et l'Allemagne. Il y en a bien d'autres encore.

LDB : Avez-vous l'impression que la culture beatbox existe à Brazzaville ?

UC : on ne peut pas dire qu'on trouve une vaste culture de beatbox en Afrique, car à chaque tournée nous essayons de rencontrer le mouvement hip-hop qui existe dans la ville où nous prestons. Constat fait,

suffit juste d'être en forme, de ne pas se remplir le ventre de manioc afin d'éviter d'être lourd. Le plus capital c'est de s'entraîner. Il faut se comporter comme quelqu'un qui apprend à jouer un instrument et aller sur internet pour voir les vidéos et les démos postées pour bien assimiler le concept.

LDB : combien de temps faut-il pour se perfectionner dans le beatbox ?

UC : Toute une vie entière. Cela fait quinze années que nous le pratiquons, et on peut dire qu'il s'apprend chaque jour.

LDB : beatboxer est-il donc comparable à chanter ?

UC : Je pense que c'est surtout une passion, on l'apprend au fil des années comme nous l'avons fait. Le don de beatboxer intervient peut-être dans la façon de faire et la ferveur que chacun y met lorsqu'il le pratique.

LDB : pouvez-vous nous parler du concert que vous avez livré à Brazzaville ?

U.C : c'est sept ans de travail présenté, un mélange de notre premier album intitulé « 1 » sorti en

2011 et du deuxième qu'on est en train de préparer. On a vraiment voulu montrer au travers de ce concert que le beatbox est vraiment un instrument de musique avec lequel on peut faire des sons exceptionnels et nous croyons que le message est bien passé.

LDB : À quand remonte la création du groupe Under Control ?

U.C : Le groupe existe depuis 2007 mais on se connaissait déjà avant. À l'époque nous étions une cinquantaine de beatboxeurs en France. Il y avait principalement vingt qui étaient très performants. Nous avons ensuite décidé de créer avec une dizaine de ces beatboxeurs une équipe française de beatboxeurs, dans le but de représenter valablement la France. Nous nous sommes concertés et avons consacré une semaine à répéter. Ce qui était surprenant c'est que le Jour-J nous nous sommes retrouvés seulement à quatre. C'est de là qu'est né le groupe Under contrôle

Propos recueillis par Durly Émilie Gankama

INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Le désenclavement de la Cuvette-Ouest se poursuit

La politique de désenclavement de l'arrière-pays amorcée par le gouvernement congolais depuis une dizaine d'années, vient de franchir une nouvelle étape avec le lancement, ce 19 mai, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, des travaux de construction de la route Etoumbi-Mbomo-Mboko, dans la Cuvette-Ouest.

Cette activité a précédé l'inauguration le même jour par le chef de l'État, de la route Makoua-Etoumbi. Long de 98 kilomètres, ce tronçon relie les deux localités situées respectivement dans la Cuvette et la Cuvette-Ouest. Les travaux exécutés par la société brésilienne Andrade Gutierrez ont duré cinq ans, pour un coût total de 76 milliards FCA, a indiqué le ministre à la présidence de la République chargé de l'Aménagement du territoire national et de la délégation générale aux Grands travaux, Jean Jacques Bouya, qui en présentait les caractéristiques techniques au cours de la cérémonie d'inauguration.

Plus de 100 milliards FCFA pour la route Étoumbi-Mbomo-Mboko
Pour ce qui est du chantier Étoumbi-Mbomo-Mboko, prévu pour durer 36 mois, c'est à la

même société brésilienne, partenaire de longue date du gouvernement congolais en matière de travaux publics qu'a été confiée la réalisation. Tout comme la route Makoua-Etoumbi dont l'un des défis était le fameux ravin d'Étoumbi d'une longueur de 600 m, finalement vaincu. Allant vers Mbomo et Mboko, cette route longue de 96 km, nécessitera l'érection d'un pont de 108 mètres sur la rivière Likouala-Mossaka qui arrose Étoumbi. Son coût estimatif est de plus de 100 milliards FCFA dont 91 pour la route proprement dite et 10 pour la confection du pont, a précisé Jean-Jacques Bouya. Prenant la parole à son tour, le ministre de l'Équipement et des Travaux publics, Émile Ouosso, a salué le partenariat public-privé duquel le pays tire d'importants bénéfices en infrastructures routières. Il a estimé que pour être viables, ces routes bitumées, tout comme celles du réseau en terre, doivent être entretenues. D'où la restructuration en cours du Bureau de contrôle des bâtiments et des travaux publics (BCBTP). À terme, a ajouté le ministre, le BCBTP devra faire une expertise de haut niveau au service de la politique de construction et d'entretien des routes. La satisfaction de la population

d'Étoumbi a été exprimée par la maire de la communauté urbaine, Pascaline Ngankoli, qui a remercié le président de la République des efforts de désenclavement entrepris. Plus généralement, ce sont les filles et les fils de la Cuvette-Ouest, venus des six districts du département et des quatre coins du Congo, qui ont marqué une réelle adhésion à l'action du gouvernement.

La route rendra accessible le Parc national
Une forte mobilisation a en effet été observée notamment à Ewo, le chef-lieu du département, où le président de la République a visité, le 17 mai, la route en construction au départ de Boundji et à Étoumbi, considérée comme la principale ville économique de la Cuvette-Ouest. Depuis 2011, année du lancement de la municipalisation accélérée de ce département, tout n'a pas été forcément très simple. Mais les populations constatent que, lentement et sûrement, leurs conditions de vie sont en train de changer. À noter qu'une fois terminée, la route Étoumbi-Mbomo-Mboko désenclavera le Parc national d'Odzala-Kokoua, l'une des plus grandes réserves fauniques du Congo.

Gankama N'Siah



Coupe du ruban symbolique



La route Makoua-Etoumbi

Les jeunes remettent au chef de l'État l'ébauche d'une nouvelle Constitution

À chaque département sa façon d'aborder le débat actuellement en cours au Congo sur le changement de la Constitution du 20 janvier 2002. Pour la Cuvette-Ouest, l'initiative est venue des jeunes dont le représentant a remis à Denis Sassou N'Guesso, dimanche 18 mai, le texte d'une nouvelle constitution au cours de la rencontre citoyenne à laquelle étaient conviées les forces vives du département à Etoumbi.

Les grandes lignes de ce texte n'ont pas été révélées à l'assistance, mais l'on peut retenir que cette proposition des jeunes a reçu l'assentiment de la plupart des intervenants à

cette rencontre, en particulier les sages et les notables. À l'instar des messages entendus dans la Likouala, le Niari, la Sangha, la Bouenza et la Lekoumou, la Cuvette-Ouest vient de demander officiellement au président de la République de procéder au changement de la Constitution du 20 janvier. Les uns et les autres ont évoqué la mise en œuvre par le chef de l'État de son programme de modernisation du pays par la construction des infrastructures diverses, en même temps qu'ils se sont félicités du climat de paix qui règne dans le pays. Pour ces raisons, tous ont souhaité que le président Denis Sassou N'Guesso poursuive sa mission à la

tête du Congo au-delà du terme constitutionnel de son second septennat en 2016. «*Au moyen du référendum ou de tout autre méthode choisie pour changer la constitution du 20 janvier 2002, les filles et fils de la Cuvette-Ouest sont derrière vous et vous demandent de ne pas attendre que la décision de changer ce texte vienne de l'extérieur*», a-t-on entendu dire la plupart des hommes et des femmes qui ont pris la parole. L'échange avec le président de la République a duré près de trois heures et demie au siège de la sous-préfecture d'Etoumbi, dans une salle de réunion qui a refusé du monde. Dans sa réponse, le président Denis Sassou N'Guesso a déclaré être à l'écoute de la population, estimant que changer la constitution ne relèverait pas de sa seule volonté. «*C'est une question qui doit être tranchée par le peuple souverain. Le jour où les Congolais décideront de ce changement, il ne sera donné à personne de le leur contester*», a expliqué le président de la République, qui a noté sentir un soutien du peuple profond dans plusieurs départements du Congo.

G.N'S.



Le lieu où sera érigé le pont sur la rivière Likouala-Mossaka



Le président Denis Sassou N'Guesso entouré des ministres Raymond Mboulou, Jean Jacques Bouya et du préfet de la Cuvette-Ouest, Gilbert Mouanda-Mouanda



Banderole dans une rue d'Etoumbi

FORMATION DU GOUVERNEMENT DE COHÉSION NATIONALE

La semaine promet d'être décisive

Outre les autres composantes (opposition et majorité), des centaines de dossiers provenant essentiellement de la société civile ont été récemment déposés au bureau du comité national de suivi des concertations nationales.

Au Palais du peuple, siège du Parlement, l'heure est aux tractations en vue de la formation du prochain gouvernement de cohésion nationale. L'intérêt est tel que les plénières dans les deux chambres législatives en ont payé le prix. Le temps semble s'arrêter dans cet hémicycle où le bureau du Comité national de suivi des recommandations des concertations nationales est à pied d'œuvre pour recueillir les dossiers des postulants à différents postes. Ça se bouscule au portillon à telle enseigne que le nombre des curriculum vitae déjà réceptionnés dépasse toute prévision. Si au niveau des politiques les ambitions ont déjà été gérées en amont, au niveau des plateformes, cela n'est pas le cas pour les délégués de la société civile qui paraissent évoluer en ordre dispersé sur fond de division. Cette composante peine, en effet, à présenter une liste harmonisée de ses membres. Ce qui explique le nombre exagéré des candidatures recueillies, signale-t-on. Le processus viserait, pour le Comité de



Matata Ponyo et quelques membres de son gouvernement

suivi agissant pour le compte du présidium piloté par le tandem Léon Kengo- Aubin Minaku, de se constituer une banque des données devant permettre de faire le tri parmi les différentes candidatures émanant de la société civile. L'exercice paraît laborieux et laisse supposer que des choix avaient été déjà faits à l'avance. Jusqu'aux ultimes minutes, les dossiers des délégués de la so-

ciété civile qui réclame un quota significatif dans ce gouvernement (près d'une dizaine des membres) ne cessent d'affluer sur la table de Léon Kengo et Aubin Minaku. À la majorité présidentielle, tout beigne dans l'huile d'autant plus qu'aucun remous n'est signalé quant à la confection de la liste des « ministrables » censée avoir pris la direction du palais de la Nation. À l'opposition républicaine

cependant, la seule à avoir droit de cité dans ce gouvernement de cohésion nationale (les plateformes "Sauvons la RDC" et l'Union pour la Nation congolaise s'étant déclarées non concernées), la liste serait déjà dressée et transmise à qui de droit.

Tout porte à croire que c'est la dernière ligne droite qui vient d'être amorcée dans le processus de la formation de ce gouverne-

ment tant attendu. D'après certaines indiscretions, le voyage du président de la République, Joseph Kabila, attendu cette semaine à l'Élysée serait l'élément déterminant qui aurait donné un coup d'accélérateur au processus. Le chef de l'État qui entendait boucler ce dossier avant son départ pour Paris aurait déjà réceptionné une grande partie des conclusions des consultations engagées par le Comité de suivi et aurait déjà une idée sur la configuration du prochain gouvernement et de ses animateurs. Quant au poste de Premier ministre, il est de plus en plus fait état du maintien probable de Matata Ponyo qui jouirait des atouts majeurs face à ses potentiels concurrents au regard du bilan positif qui couvre ses deux années passées à l'hôtel du gouvernement.

Le programme du gouvernement dont il assume le leadership reste basé sur la « Révolution de la modernité » prôné par le chef de l'État. Dans plusieurs secteurs de la vie nationale, Matata Ponyo aura, tant bien que mal, tenté d'être en phase avec la vision de Joseph Kabila et les attentes de la population comme en témoignent plusieurs réalisations effectuées notamment dans le domaine des infrastructures.

Alain Diasso

PROCESSUS ÉLECTORAL

Une semaine de journées portes ouvertes à la Céni

La visite des représentants de la présidence de la République, du Parlement, du gouvernement, des cours et tribunaux au siège de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) est annoncée pour le 24 mai.

La Céni organise une semaine de journées portes ouvertes au siège de l'institution situé sur le Boulevard du 30 Juin, du 19 au 24 mai. Ces journées offrent une occasion à l'opinion de palper la réalité de la Céni et de mieux comprendre son fonctionnement. À tour de rôle, les parties prenantes au processus électoral congolais vont visiter les différents points concernés par cette activité.

Les chefs des confessions religieuses, les membres de la Commission d'intégrité et de médiation électorales et la société savante ont été les premiers à se présenter au siège de la Céni, le 19 mai. Ils ont été suivis par les membres de la diaspora. Le mot de lancement des journées portes ouvertes a été prononcé par le vice-président de l'institution chargée de piloter le processus électoral congolais.

Le programme du 20 mai prévoit la visite des stations par les autorités traditionnelles et coutumières, des responsables des associations de défense des droits

de l'Homme et des organisations culturelles, des membres du cadre de concertation « sécurité électorale et Justice électorale » (haut magistrats) et des responsables des ordres professionnels et des syndicats. Quant aux mandataires des partis politiques dûment accrédités à la Céni, ils sont attendus sur les lieux le 21 et 22 mai. Leur passage est prévu selon l'ordre alphabétique de leur formation politique.

Les membres de l'autorité du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication, les patrons de presse et les syndicats de la presse font partie des groupes dont la visite est prévue le cinquième jour soit le 23 mai. Enfin, les représentants des institutions de la République (présidence, Parlement, gouvernement, cours et tribunaux) ainsi que les membres du comité de partenariat pour les élections et ceux du comité technique se succéderont au siège de la Céni, le 24 mai.

Jeannot Kayuba

AGRICULTURE

Le 8^e forum régional du Fida a fermé ses portes

Après avoir examiné les leçons tirées des projets appuyés par ce fonds en Afrique de l'ouest et du centre, les participants sont arrivés à la conclusion selon laquelle l'agriculture familiale et l'agro-industrie ne sont pas incompatibles.

La fin de quatre jours des travaux a été sanctionnée, le 16 mai, par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Jean-Chrysostome Vahamwiti, en présence de la chargée du portefeuille du Fida en RDC, Rasha Omar. Plus de 210 délégués venus de vingt-deux pays sur les vingt-quatre où sont mis en œuvre cinquante-huit projets cofinancés par le Fida, avec un portefeuille de 1,200 milliards de dollars américains.

Les travaux de ce forum ont tenu compte de la déclaration de 2014 par l'organisation des Nations unies comme l'année internationale de l'agriculture familiale et l'Union africaine qui a désigné 2014, l'année de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Pendant quatre jours, soit du 13 au 16 mai, ce forum qui avait pour thème «

Agriculture familiale et développement de l'agro-industrie : enjeux et perspectives" a abordé l'aspect fondamental de la transformation des sociétés rurales, notamment l'intégration de l'agriculture familiale et le développement agro-industriel pour accroître la productivité agricole, augmenter les revenus des agriculteurs, créer des emplois pour les jeunes ruraux, garantir des approvisionnements réguliers, la nourriture dans les centres urbains et enfin stimuler les économies locales. À l'issue de ces quatre jours, les participants ont formulé des recommandations quant aux bonnes pratiques opérationnelles portant sur le développement des filières, l'innovation et les technologies, le dialogue et les réformes des politiques agricoles ainsi que les services financiers.

Des leçons à tirer

« L'agro-industrie n'est pas l'ennemie de l'agriculture familiale. Elle ne peut pas non plus la remplacer. Les deux secteurs sont complémentaires. Pour l'intégration de

l'agriculture familiale dans le contexte mondial, l'agro-industrie est incontournable. Enfin, le développement agricole va de paire avec le développement de l'industrie et des services », voilà les trois leçons tirées par le ministre de l'Agriculture à l'issue de ces assises.

Pour Jean-Chrysostome Vahamwiti, ce forum lui permet de proposer certains engagements au gouvernement de la RDC. Non seulement que le gouvernement devra continuer à appuyer l'agriculture familiale avec la même ardeur et faciliter le projet d'une agro-industrie inclusive et surtout par l'amélioration du climat des affaires, le ministre de l'Agriculture et développement rural estime qu'il faudrait lancer des programmes agricoles pas seulement sur financement du Fida, mais aussi sur l'ensemble des partenaires favorisant aussi l'inclusion des jeunes. Il propose également de mettre en route une expérience pilote sur les finances rurales et continuer à accroître le budget à affecter à l'agriculture.

Gypsie Oïssa Tambwe

Kinshasa Brazzaville

Connectées à tout notre Réseau



ECAir
Bienvenue chez vous

Contact: +243 851 851 851 (Kinshasa)
+ 242 065 09 05 09 (Congo) + 331 78 77 78 77 (France)
www.flyecair.com / relationclients@flyecair.com

EDUMAROC

Forum de l'Etudiant Africain

20 et 21 Mai 2014
Chambre de Commerce
Brazzaville



Des Études au Maroc vous intéressent ?

30 grandes écoles et universités marocaines vous présentent leurs offres de formation et vous orientent vers les meilleurs choix de carrière.

Contactez-nous au : 06 953 07 44 - 06 669 14 72

ORGANISATEURS: Maroc Export, GROUPE L'ETUDIANT Marocain
PARTENAIRES: OFECA, LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE, TELE CONGO, ARCANCIA
TRANSPORTEUR OFFICIEL: 

Pas de crédit ? Garde le **SOURIRE** avec

WARID SO-V-NGA



Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.


WARID
Passer à l'action

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

 **BUROTOP IRIS**
www.burotop.com

 **hp**
GOLD PARTNER

Ordinateur portable HP COMPAQ

- Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- Mémoire RAM 4 Go
- Disque dur de 500 Go
- Ecran panoramique 15.6"
- Garantie 1 an

+ 1 sac offert



225.000 FCFA *HT

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

RDC

Les conflits armés en cause dans la mortalité maternelle et infantile

Le sujet épinglé dans le 15e rapport annuel de Save the Children sur La situation des mères dans le monde lancé le 16 mai en matinée à l'hôtel Faden House a permis de faire le point sur l'état sanitaire général de la mère et de l'enfant dans le pays.

La République démocratique du Congo (RDC) est classée 177^e du 15^e Indice annuel des mères de Save the children repris dans son actuel rapport sur La situation des mères dans le monde, qui a choisi de mettre l'accent sur l'impact des crises humanitaires sur la survie des mères, des nouveau-nés et des enfants. Une place gagnée en comparaison à l'an dernier où elle figurait au plus bas de la liste. La RDC, la Syrie et les Philippines sont répertoriées comme les trois pays ayant subi l'impact de situations d'urgence humanitaires dont Save the children s'est employée à examiner les cas de manière approfondie.

Le rapport de Save the children établit que la guerre civile a occasionné « d'horribles abus à l'encontre des femmes et des enfants et a fait, directement et indirectement, plus de 5,4 millions de morts ». Et paradoxalement, il appert que « les taux de mortalité dans les parties situées en dehors des zones de conflit sont souvent aussi élevés que ceux affichés par les provinces orientales touchées par le conflit ».



Une vue de l'assistance au lancement du 15e rapport de Save the children

Il reste que la plupart des décès enregistrés en RDC sont dus à « des causes évitables ou traitables comme le paludisme, la diarrhée, des maladies néonatales et la malnutrition » et que « près de la moitié » d'entre eux concernent les enfants de moins de 5 ans. La description ainsi faite par le Dr Arsène Niangoran a appuyé par les discours des deux premiers orateurs du jour, en l'occurrence les Dr Guy Mukumpuri et Wivine Mbwembwe.

Dans le « Portrait de la situation de la mère » qu'il a dressé, le premier cité a souligné que « dans les tranches d'âges de femmes en âge de procréer la mortalité est présente ». Et de faire remarquer l'existence d'« une forte acuité parmi les 25 à 29 ans et 40 à 44

ans ». La particularité congolaise observée au niveau des consultations prénatales (CPN) : « 85% de femmes les commencent et seulement 47% les poursuivent jusqu'au bout » n'arrange pas la situation. Par ailleurs, les facteurs favorisants entendus comme étant dans l'ordre des « 4 trop et des 3 retards » a porté d'une part, sur le risque des grossesses « trop nombreuses, trop rapprochées, trop précoces et tardives ». Et, d'autre part, sur le constat du retard pris dans « la décision de consulter les services de santé », pour « atteindre les établissements de santé » au moment de « recevoir les soins appropriés ». Par ailleurs, pour le Dr Guy Mukumpuri, la « qualité des soins constitue un énorme défi » surtout avec la vétusté de cer-

tains centres de santé et le manque de matériel conforme. Mais il a évoqué de nombreuses actions menées par le ministère de la Santé publique et ses partenaires en faveur de la mère porteuse de changements, perçus tels des indicateurs d'amélioration. Et de lancer un appel à « placer la santé de la maternelle néonatale et enfant à l'ordre du jour des agendas du gouvernement » avant de clore son propos sur une double déclaration. « Une femme ne devrait pas mourir en donnant la vie, un enfant ne devrait pas mourir en venant au monde ».

Situation des enfants en RDC

Pour sa part, en abordant la question de la « Situation des enfants en RDC », Dr Wivine Mbwembwe a établi que ces derniers « meurent plus à domicile et peu dans les centres de santé ou hôpitaux généraux ». La pauvreté, premier facteur favorisant de leur mortalité ajouté à l'insuffisance des équipements modernes et le défaut de traitements corrects, etc., donne à la RDC le statut de « troisième pays à grande mortalité infantile dans le monde » après l'Inde et le Nigéria. Les disparités constatées dans la mortalité infantile-juvénile (sur la base des études menées en 2010) sont fonctions des milieux de vie, plus élevée chez les garçons que chez

les filles et en zone rurale qu'urbaine, a fait savoir Dr Wivine.

Avec la pneumonie classée en tête de liste parmi les affections les plus mortelles avant la diarrhée notamment, elle a préconisé un meilleur encadrement de la femme qui, assez instruite sur le procédé adéquat de prise en charge pour chaque maladie en présence, assurera convenablement son rôle de gardienne du foyer. La sauvegarde de vie de l'enfant passe donc par l'éducation de la mère de sorte que « chaque enfant mérite son 5^e anniversaire », tel que l'a dit Dr Wivine en conclusion de son propos du jour. Malgré les nombreuses difficultés évoquées, des signes d'espoir et de progrès sont manifestes avec l'appui concerté des ONG locales. Leur apport en termes de soins médicaux et d'appui psychologique aux victimes de viol dans les zones en conflit dans les Kivu et le soutien des organisations humanitaires au ministère national de la Santé pour de meilleurs services de santé primaire et secondaire, de vaccination et la mise en œuvre de programmes de planning familial et de santé maternelle constituent des leurs pour un avenir meilleur avec une mortalité réduite de sorte à espérer atteindre les OMD 4 et 5 d'ici à 2035.

Nioni Masela

SUISSE

La RDC présente à la 66^e assemblée mondiale de la santé

C'est depuis le 19 mai que s'est ouverte l'assemblée annuelle de l'Organisation mondiale de la santé à Genève en Suisse. La RDC y est représentée par une forte délégation conduite par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi.

À cette réunion où il y a plus de trois mille délégués, les participants débattent de principales questions de santé mondiale et prendront notamment des décisions sur les efforts visant à prévenir et combattre les maladies non transmissibles telles que le diabète, les cardiopathies, les cancers et les pneumopathies chroniques; une nouvelle stratégie mondiale et les cibles à atteindre pour lutter contre la tuberculose; des propositions pour améliorer la santé des patients atteints d'une hépatite virale.

Ils vont, en outre, évaluer les progrès accomplis dans le cadre de la stratégie pour la nutrition de la mère et du jeune enfant. Les avancées obtenues vers la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement et le rôle de la santé dans le programme de développement de l'après-2015; les moyens de combattre la résistance aux médicaments antimicrobiens; les efforts visant à améliorer l'accès aux médicaments essentiels et à renforcer les systèmes de réglementation des médicaments. Les délégués vont également s'appesantir sur le projet de plan d'action pour la santé des nouveau-nés, la prise en charge de l'autisme et la protection d'un plus grand nombre de personnes contre les maladies évitables par la vaccination. La séance d'ouverture de cette soixante-sixième assemblée mondiale de la Santé a été ouverte par son président, le Dr Shigeru Omi. Au cours de cette session, les délégués éliront ensuite un nouveau président ainsi que les membres du bureau.

A.Nz.

SANTÉ

Des résultats provisoires de l'EDS-RDC II rendus publics

La RDC est aujourd'hui à la troisième édition de la réalisation des enquêtes nationales sur la santé des femmes et des enfants. Après la première édition de l'enquête démographie et de santé (EDS) en 2007, la deuxième enquête MICS en 2010, le pays vient de réaliser la deuxième édition de l'EDS en 2013.

Les résultats provisoires de l'EDS 2013 viennent d'être publiés. Comparativement aux résultats de deux précédentes enquêtes EDS 2007 et MICS 2010, les résultats provisoires de l'EDS-RDC 2013 sont encourageants. Des avancées considérables viennent d'être réalisées dans plusieurs domaines de la santé concernant la femme et l'enfant en RDC. Il s'agit notamment de la fécondité du désir d'avoir des enfants supplémentaires; de l'utilisation de la contraception; des soins prénatals et accouchement; de la vaccination des enfants. Cette enquête nationale qui a ciblé un total de 18 360 ménages dont 5 474 en milieu urbain dans 161 grappes et 12 886 en milieu rural dans 379 grappes a porté aussi sur la prévalence et traitement des maladies de l'enfance; sur l'allaitement et alimentation de complément; sur l'état nutritionnel des enfants; sur les indicateurs du paludisme. Les thèmes liés à la prévalence du paludisme, à la mortalité des enfants, à la connaissance du VIH-sida et à la multiplicité des partenaires sexuels et utilisation du condom ont fait partie de cette enquête.

En termes de résultats pour ce qui est, par exemple, des soins prénatals et accouchement, les résultats provisoires de l'EDS 2013 révèlent que « Dans l'ensemble, 88 % de femmes ont consulté un professionnel de santé durant la

grossesse de leur naissance la plus récente et cette proportion a augmenté depuis 2007 à 80 % ». Cependant, souligne la même source, on observe un écart important entre les milieux de résidence. Les femmes vivant en milieu urbain (94 %) ont plus fréquemment consulté un professionnel de santé que celles résidant en milieu rural (86 %). Le niveau d'études des femmes influence aussi la fréquence des consultations prénatales. Les femmes sans niveau d'instruction (82 %) sont celles qui ont le moins bénéficié de soins prénatals au cours de la grossesse de leur dernière. Cette proportion atteint 86 % chez les femmes ayant un niveau d'instruction primaire, 94 % lorsque la mère a un niveau d'instruction secondaire et atteint 99 % pour les femmes de niveau d'instruction supérieur.

Amélioratif de la couverture vaccinale

La couverture vaccinale des enfants en RDC au cours de la période 2007-2014 est passée de 31 % à 45 % pour tous les antigènes, de 72 % à 83 % pour le BCG, de 46 % à 66 % pour la troisième dose de polio et enfin de 63 % à 72 % pour le vaccin contre la rougeole. Des progrès ont été aussi réalisés en ce qui concerne l'allaitement des enfants au sein. Cependant, pour ce qui est de l'allaitement exclusif au sein de l'enfant jusqu'à l'âge de six mois, les résultats ne sont pas probants.

L'allaitement, indique EDS 2013, est une pratique quasi universelle en RDC et durant une période assez longue. En effet, les résultats de l'enquête montrent que pratiquement tous les enfants de moins de six mois sont allaités (98 %) et 92 % des enfants de 12-15 mois sont encore nourris au sein.

Cependant, la recommandation selon laquelle l'enfant doit être exclusivement allaité pendant les six premiers mois n'est pas bien suivie. En effet, dans le groupe d'âges zéro à cinq mois, moins d'un enfant sur deux (48 %) n'a reçu que le lait maternel, c'est-à-dire qu'il a été exclusivement allaité au sein : cependant cette proportion a nettement augmenté depuis 2007 date à laquelle elle était estimée à 36 % (EDS-RDC I). Dans 51 % des cas, les enfants de moins de six mois ont déjà reçu autre chose en plus d'être allaités, essentiellement de l'eau (20 %), ou des suppléments solides ou semi-solides (24 %).

Des résultats provisoires publiés, on entend maintenant des résultats définitifs qui ne seront pas loin des résultats provisoires. Ce qui permettra au gouvernement et aux partenaires de santé de s'inspirer de cette enquête pour mener des actions concrètes et ciblées avec des données fiables en vue d'améliorer la santé des enfants et des mères en RDC.

Aline Nzuzi

SITUATION À LA SNCC

L'Acaj recommande une enquête indépendante

La recherche permettrait d'établir les responsabilités dans la mégestion qui caractérise cette société et l'acquisition des locomotives prises en leasing qui tombent régulièrement en panne et exposent les passagers à la mort.

La correspondance de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) adressée, le 16 mai, au Premier ministre l'a exhorté à initier une enquête indépendante en vue de relever les responsabilités dans la situation qui court au sein de la Société nationale des chemins de fer (SNCC) et dans laquelle la mort d'hommes se compte parmi les conséquences. Pour l'Acaj, il s'agira également, en plus d'une évaluation de la gestion de cette entreprise, de voir clair sur la gérance de l'argent décaissé au profit de la société. « Elle [Acaj] constate que plusieurs fonds publics investis pour la [SNCC] redresser sont constamment dilapidés. Les droits des travailleurs y sont totalement bafoués au point que plusieurs d'entre eux meurent ou partent en retraite dans un dénuement poignant. L'absence de bon management du comité de gestion ne laisse nullement augurer

de si tôt la reprise du trafic normal par cette compagnie ferroviaire », a déploré cette ONG. Pour l'association, « seule une enquête indépendante serait à même d'élucider l'affectation des 218 millions USD de Banque mondiale, 14 millions USD de la Banque africaine de développement et 30 millions USD de l'IDA ».

Des apports engloutis

L'Acaj relève, en effet, que, dès 2008, le comité de gestion en place depuis près de cinq ans a eu à bénéficier des aides de trente millions de dollars de la part de l'IDA, de quatorze millions provenant de la Banque africaine de développement (BAD) dont neuf millions cinq cent mille, pour l'achat des pièces de rechange et quatre millions cinq cent mille, pour le paiement du personnel. À en croire l'ONG, tous ces apports visaient la stabilisation de la société. Plusieurs autres millions de dollars, poursuit l'Acaj, ont été décaissés par le gouvernement de la République sous le Premier ministre Muzito. C'est notamment, a-t-elle expliqué, quinze millions de dollars déboursés entre 2009 et 2012 dont cinq millions deux cent mille, destinés à résorber la grève

des travailleurs impayés pendant des longs mois et quatre millions, pour couvrir douze mois d'arriérés des salaires des pensionnés non logés de 2008, montant dont le solde reste injustifié jusqu'à ce jour.

L'ONG met également dans la même optique de stabilisation de SNCC les trois millions cinq cent mille USD remis à son staff dirigeant pour couvrir la paie du personnel au mois d'avril 2011, et les deux millions USD destinés à l'achat de deux locomotives de ligne et deux moteurs pour bateaux et la réhabilitation de deux barges. Alors que pour couronner ses efforts, le gouvernement a apporté quatre millions cinq cent mille USD à la trésorerie de cette société en vue de l'aider à assurer la paie des mois de septembre et octobre 2010.

L'Acaj a également noté qu'en interne, dans les entrefaites, la SNCC a dû générer pendant cette même période, ses propres ressources évaluées à un million huit cent mille USD provenant de l'hypothèque de son immeuble se trouvant sur l'avenue Kamanyola, dans la commune et ville de Lubumbashi. Alors que la Banque mondiale s'est signalée avec deux

cent dix huit millions de dollars pouvant couvrir dix-huit mois de prise en charge en carburant, eau et électricité, acquisition des traverses ainsi que plusieurs autres retro-financements.

Serrer la ceinture

Cette association a aussi relevé que, par souci de redynamiser leur entreprise nécessitant un second souffle, les travailleurs ont dû consentir des sacrifices énormes en renonçant au besoin à plusieurs de leurs avantages vitaux. Ils ont notamment accepté, note-t-on, l'archivage de leurs arriérés des salaires de 2010, et se sont imposés de travailler sans qu'il y ait une structure de soubassement pour leurs traitements. En outre, ces agents et cadres ont accepté de toucher le salaire calculé au taux de 550 FC le dollar au lieu de 900 FC, tandis que l'employeur décidait unilatéralement la suppression de plusieurs autres avantages, parmi lesquels le paiement de l'indemnité d'attente pourtant consignée dans la convention collective, l'amputation des montants payés aux pensionnés, etc. « Au contraire, sous prétexte de bien gérer les aides remises par les partenaires interna-

tionaux, la SNCC connaît un comité de gestion doté des mandataires venus d'ailleurs avec un groupe de collaborateurs tous surpayés, et ce au moment où les pauvres agents alignent des mois et des mois d'arriérés des salaires », a regretté l'Acaj.

Après une observation attentive, l'Acaj note que le trafic ferroviaire de la SNCC est en chute libre constatée par la réduction sensible de la vitesse du train à 10 kms au lieu de 20 à 25 comme en 2008, entraînant une chute drastique des recettes. Pour cette ONG, le parcours moyen du train s'étale jusqu'à trente-cinq jours au minimum en aller-retour Lubumbashi-Ilebo ou Lubumbashi-Kindu, là où on en mettait sept, avec comme conséquence, le mauvais délai d'acheminement des marchandises (au moins vingt jours), et les incidents de circulation du train se multiplient exagérément (caténaires et rails cassés, déraillements, etc.). C'est donc pour permettre le diagnostic et traiter les problèmes qui se posent au sein de cette société que l'Acaj a conseillé cette enquête indépendante.

Lucien Dianzenza

CICR

La structure déplore les conditions des déplacés du centre-nord du Katanga

L'organisation à caractère humanitaire indique que depuis décembre 2013, la situation sécuritaire à la jonction des territoires de Manono, Mitwaba, Malemba-Nkulu et Pweto s'est sensiblement dégradée, occasionnant ainsi des déplacements réguliers des populations.

Suite à une nouvelle vague de destructions, au cours de laquelle de nombreux villages ont été incendiés et pillés, les habitants ont pris la fuite, laissant derrière eux le peu qu'ils possédaient. Certains ont trouvé refuge dans d'autres villages de la région, d'autres dans la brousse, où ils sont actuellement sans abri et exposés aux intempéries. L'accès à la nourriture et aux soins étant limité, les déplacés ne subsistent que grâce à la solidarité des résidents, souvent d'anciens déplacés qui survivent eux-mêmes dans une grande précarité, rapporte le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) dans un communiqué de presse. « Actuellement, nous observons la présence d'une multitude d'acteurs armés sur le terrain, ce qui rend non seulement la lecture de la situation plus complexe, mais aussi l'assistance aux victimes plus difficile », explique Andrea Drury, cheffe de la sous-délégation du CICR au Katanga. En outre, précise ce communiqué de presse, les problématiques liées à la gestion des carrières minières et à la pénurie d'emplois (conséquence d'une pauvreté « structurelle » dans le centre-nord du Katanga) compliquent davantage la situation de la population.

Depuis janvier 2014, indique le CICR, les accrochages entre certaines communautés pygmées et luba sont devenus réguliers, notamment dans la zone entre Kiambi et Nyunzu, au nord du « triangle de la mort ». De nombreuses communautés mènent une vie d'errance, à la recherche non seulement d'un environnement plus sûr, mais aussi et surtout de moyens de subsistance de base. À en croire ce communiqué, malgré une campagne de démobilisation ayant conduit à l'automne 2013 à la reddition de quelques centaines de miliciens Maï Maï/Bakata Katanga, un certain nombre de groupes armés encore actifs continuent à s'opposer sporadiquement aux Forces armées de la République démocratique du Congo, maintenant de fait la population dans une situation de tension perpétuelle.

À partir de ses bureaux de Lubumbashi et Manono, le CICR a distribué des biens de première nécessité (bâches, nattes, couvertures, ustensiles de cuisine, seaux, savons, houes, bidons en plastiques et produits d'hygiène) aux personnes déplacées à Mpiana et dans ses environs. Grâce à la persévérance de l'équipe, les problèmes logistiques ont pu être surmontés lors de cette opération pour assurer le transport de 4.100 assortiments d'articles ménagers. La distribution a donc été assurée par les volontaires de la section de Manono de la Croix-Rouge de la RDC au profit de 16300 personnes déplacées.

Gypsie Oïssa Tambwe

LIGUE DES CHAMPIONS-PHASE DES POULES

V.Club bat Zamalek en première journée

L'AS V.Club de Kinshasa a réussi son entrée en matière pour sa première à la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique.

L'AS V.Club de Kinshasa a réussi son entrée en matière pour sa première à la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique. Les Dauphins Noirs se sont imposés, le 18 mai, au stade Révérend-père-Raphaël-de-la Kethule-de-Ryhove de Kinshasa, sur les Égyptiens de Zamalek par deux buts à un, en première journée du groupe A de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique.

Pour cette rencontre, l'entraîneur franco-congolais de V.Club, Florent Ibenge a préféré titulariser le gardien de but camerounais Nelson Lukong à la place d'Hervé Lomboto souvent titulaire. En défense, il a fait confiance à Dido Bafola sur le flanc droit, Ruddy Makwekwe et Thierry Kasereka dans l'axe et le capitaine Ebunga Simbi, alias Saoulé sur le côté gauche. Kisombe Mankutima, Lema Mabidi, Luvumbu Nzinga et Lusadisu Basila ont garni le milieu de terrain du team vert et noir de Kinshasa. Mubele Ndombe et Deo Kanda ont été postés en attaque. Prenant le jeu à son compte dans le premier quart d'heure, V.Club a concrétisé sa domination territoriale en ouvrant le score à la 20^e minute par Mubele Ndombe après



V.Club et Zamalek le 18 mai au stade Tata Raphaël de Kinshasa (photo Radio Okapi)

avoir hérité d'un ballon de Luvumbu Nzinga, il a mis dans le vent son dernier vis-à-vis avant de fusiller le gardien de but de Zamalek. Après le but, les Dauphins Noirs ont baissé de régime, laissant quelque peu le ballon aux joueurs venus du Caire. En seconde période, Deo Kanda a laissé sa place à Emmanuel Ngudikama, alias Kila, et Kisombe qui avait abattu un grand travail au milieu s'est reposé au profit de Kazadi. Et à la 77^e minute, la domination de Zamalek dans l'entrejeu a payé avec l'égalisation de Mohamed Abbas d'une tête plongeante sur un centre. Mais le but a visiblement galvanisé les pouillains de Florent Ibenge qui ont repris l'avantage à la 81^e minute. Sur un long ballon de Lema Mabidi sur le dos de la défense de Zamalek, Emmanuel Ngudikama s'est échappé avant de tromper le portier caïrote pour le deuxième but victorieux de V.Club.

L'on souligne que seulement cinq mille spectateurs ont pu accéder au stade pour suivre

cette rencontre. Les autorités politico-administratives ont par précaution limité le nombre des supporters pour prévenir d'éventuels incidents en cas de défaite de V.Club. L'on a encore frais en mémoire les quinze morts et vingt et un blessés à la suite des troubles survenus lors du match de la dernière journée du play-off du championnat national de football le 11 mai lors que Mazembe l'emportait sur V.Club au stade Tata Raphaël par un but à zéro.

Au terme de la première journée dans ce groupe A, V.Club mène déjà la barque avec trois points, suivi d'Al Hilal de Soudan vainqueur, le 13 mai à Khartoum, de Mazembe de Lubumbashi par un but à zéro. Zamalek est troisième avec zéro point et Mazembe lanterne rouge. La deuxième journée se joue le week-end du 23, 24 et 25 mai, d'une part, entre Mazembe et V.Club au stade TP Mazembe de Lubumbashi, et de l'autre, entre Zamalek et Al Hilal au Caire en Égypte.

Martin Enyimo

100 tables bancs pour la mairie de Ngoyo

La société Total E&P Congo a remis 100 tables bancs à la mairie de Ngoyo dans le cadre de sa politique sociétale qui vise, entre autre à entretenir des relations de proximité et de bon voisinage avec les populations riveraines des ses installations.

Mr Gastar Ondongo-Tsimba, chef de division développement durable à Total E&P Congo, a remis le 12 mai à la mairie de Ngoyo (Arrondissement 6 de Pointe-Noire), 100 tables bancs destinées aux écoles publiques de cette circonscription administrative, en présence des autorités dudit arrondissement.

Réceptionnées par Mr Michel Nzaou Moutou, administrateur maire de l'arrondissement 6 Ngoyo, les 100 tables bancs viendront combler le déficit constaté après l'état des lieux fait par le maire peu après sa prise de fonctions en 2012: «*Quand je suis arrivé à la tête de la circonscription, j'ai effectué de nombreuses descentes dans les écoles, mais ce que j'ai vu a été effroyable avec la plupart des enfants assis à même le sol. C'est la raison pour laquelle, nous nous sommes adressés à Total E&P Congo pour une éventuelle aide en tables bancs. Sans hésiter, la société a favorablement répondu à notre sollicitude. Nous en sommes heureux et très fier, reconnaissant à la fois à l'endroit de cette société*» a dit le maire de Ngoyo.

Selon lui, les 100 tables bancs seront acheminées dans les établissements scolaires publics de la circonscription, essentiellement dans les écoles primaires publiques dont le besoin se fait manifestement sentir.

Aussi, Mr Michel Nzaou Moutou exhorte t-il les directeurs des écoles, les enseignants, les élèves et la population à faire preuve de civisme, en faisant un bon usage de ces tables



bancs pour mériter davantage la confiance de Total E& P Congo, le généreux donateur.

À propos des actes de vandalisme perpétrés dans certaines écoles par les brigands et bandits, qui cassent, volent et détruisent les tables bancs, L'administrateur maire d'arrondissement a renchéri «*La plupart de nos établis-*

sements scolaires au Congo ne sont pas clôturés et n'ont ni gardiens, ni vigiles, ce qui permet aux brigands de casser les bancs, de les sortir et les utiliser sous d'autres formes en vendant les planches ou en les utilisant comme bois de chauffe par exemple. Nous demandons donc à ceux qui le font de cesser

avec ce comportement incivique».

La remise des 100 tables bancs obéit à la démarche sociétale de Total E&P Congo, tendant à l'amélioration des conditions de vie des populations riveraines en permettant la cohabitation durable, en harmonie, avec les activités industrielles de la société.

OFIS
TRAINING
Center

OFIS

IT. Services. People. You trust.

Ensemble, améliorons votre performance !

Formation	Durée	Date	Ville
Avril 2014			
Windows 7 : Prise en main de votre poste de travail	1 jour	14	Pointe-Noire
Windows 8 : Prise en main de votre poste de travail	1 jour	15	Pointe-Noire
Word 2010/2013 : Fonctions de base	3 jours	16-18	Pointe-Noire
Excel 2010/2013 : Fonctions de base	3 jours	22-24	Pointe-Noire
Excel 2010/2013 Tableaux et Graphiques Croisés Dynamiques	1 jour	29	Pointe-Noire
Piloter un projet avec Ms Project 2010	3 jours	28-30	Pointe-Noire
Troubleshooting Windows 7 in Enterprise + Certification	3 jours	28-30	Brazzaville
Mai 2014			
CCNA + Certification 200-120	10 jours	5-17	Pointe-Noire
Windows Server 2008 + Certification	5 jours	19-23	Brazzaville
Créer les sites webs avec les CMS Joomla 2.5 et Drupal 7	5 jours	19-23	Brazzaville
ITIL V3 Foundation + Certification	3 jours	26-28	Pointe-Noire
Créer les sites webs avec les CMS Joomla 2.5 et Drupal 7	5 jours	26-30	Pointe-Noire



Microsoft Partner
Silver Formations



PROMETRIC

Télé: 06 600 0000

info@ofis-otc.com
www.ofis-otc.com

Télé: 01 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

VIE DES PARTIS

Pascal Tsaty Mabiala : «l'Upads n'a pas le droit de boycotter les élections locales»

Cette phrase a été prononcée par le premier secrétaire de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) à l'occasion de l'assemblée générale dudit parti qui s'est tenue le dimanche 18 mai à Pointe-Noire, en présence de ses membres et militants de la ville océane.

S'adressant ainsi aux membres de l'Upads des six arrondissements de la ville, Pascal Tsaty Mabiala a indiqué : «Notre sens des responsabilités oblige l'Upads à participer aux futures élections locales afin de permettre à ce parti d'avancer, de ne pas se bloquer et de s'arrêter. L'Upads n'a pas le droit de boycotter les futures élections locales, ce serait la pire décision politique que le parti n'aurait jamais prise, mais à condition de mettre en place avant la tenue de celle-ci, une commission électorale indépendante dotée de tous les pouvoirs possibles.»

Avec les membres de l'Upads de Pointe-Noire, Pascal Tsaty Mabiala a aussi passé en revue plusieurs questions de la vie du parti, notamment la formation de ses membres, la mobilisation des électeurs, les relations de l'Upads avec d'autres formations politiques du pays et ceux de la sous-région africaine, le changement



Militants et sympathisants du parti. Photos Adiac

ou la révision de l'actuelle constitution et autres. «Au sujet de la constitution, notre position est claire : nous sommes un parti républicain respectant les lois et règlements de la République, pour faire trembler le pouvoir, nous avons aussi des droits que nous offre la constitution, ceux d'exprimer sous plusieurs formes notre mécontentement sur certaines questions politiques du pays. La constitution actuelle, on ne la touche pas, car celle-ci a donné au peuple congolais, la paix et la stabilité souhaitées», a-t-il déclaré.

Pour sa part, s'exprimant sur la mobilisation des militants de ce parti à Pointe-Noire, Jean Louvoso, premier coordonnateur des

fédérations de l'Upads à Pointe-Noire, a expliqué que cette assemblée générale se tenait après la restructuration de tous les comités fédéraux des arrondissements de la ville océane, élément essentiel pour la mobilisation des militants pour de futures batailles électorales, à l'instar des élections locales qui pointent à l'horizon, pour lesquelles l'Upads a l'obligation de meilleurs résultats.

La fin de cette cérémonie a été marquée par la présentation au public des membres du bureau national de l'Upads et ceux des premiers secrétaires des fédérations de l'Upads des six arrondissements de Pointe-Noire.

Séverin Ibara

La DRD fête son premier anniversaire dans la méditation

Créée le 18 mai 2013 à Brazzaville, la Dynamique républicaine pour la démocratie (DRD) a fêté dimanche dernier, sa première année d'existence. À Pointe-Noire, les militants et sympathisants de ce parti se sont retrouvés à l'église Saint-Jean-Bosco de Tié-Tié pour célébrer cet anniversaire dans la méditation.

18 mai 2013-18 mai 2014, cela fait une année que la DRD a été créée. À Pointe-Noire, les militants et sympathisants de ce parti se sont retrouvés pour fêter cette expérience.

Dans la maison du Seigneur, alors qu'une messe d'action de

grâce a été dite en l'honneur du parti, la DRD a soufflé sa première bougie. En effet, cet événement est une véritable démonstration de force pour ce nouveau parti qui se définit comme étant une formation inaugurant la 3e génération des partis politiques.

Une année après sa création, les dirigeants et cadres de la DRD peuvent collectivement marquer une brève pause pour regarder avec satisfaction le chemin parcouru par le parti. Même si aujourd'hui, plusieurs défis restent encore à relever, parmi lesquels on peut notamment citer, les élections locales et sénatoriales, fixées comme priori-

taires.

9000 adhérents Il faut dire que le parti d'Hélot Matson Mampouya continue de tracer son chemin sur l'échiquier politique national, le nombre d'adhérents continuant également de croître de façon quasi-exponentielle. À Pointe-Noire, par exemple, la DRD compte désormais plus de 9.000 adhérents. Et les jours qui viennent vont sûrement marquer une nouvelle progression de sa notoriété et de son impact sur la scène politique congolaise.

Ainsi, depuis un certain temps, le parti bouge à tous les niveaux. Pour preuve, le bureau politique exécutif de l'arrondissement 3 Tié-Tié, dirigé par Françoise Bonazébi Mounguiza, a prévu dans son calendrier de travail, plusieurs activités relatives à la redynamisation des structures de base du parti partant du 19 mai au 15 juin 2014. Rappelons que la DRD est considérée comme le parti de la troisième génération. Elle défend un développement intégral, c'est-à-dire profond et élargi. Sa devise est «Solidarité, Démocratie, Progrès».

Hugues Prosper Mabonzo



Un échantillon des membres de la DRD. crédit photo "Adiac"

Le RDPS forme ses responsables des organes intermédiaires et de base

Les cadres et autres membres de la fédération du Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) des six arrondissements de Pointe-Noire sont en formation depuis le vendredi 16 mai. Les travaux du séminaire ouverts par Jean Aimé Tchibota Taty, président de la fédération, s'achèvent le dimanche 18 mai.

«Responsables du RDPS de la fédération de Pointe-Noire, formons-nous pour une meilleure connaissance de notre parti et

pour une animation méthodique de nos organes intermédiaires et de base», tel est le thème principal de ce séminaire.

Les différents orateurs retenus pour animer développeront d'autres sous thèmes qui portent sur les normes d'organisation et fonctionnement du RDPS ; la conduite d'une réunion politique ; l'élaboration d'une fiche d'activités et d'un programme d'activités ; la gestion administrative d'une structure politique ; l'importance de la communication dans un parti politique ; les rapports entre le RDPS

et les organisations spécialisées ; la préparation, l'organisation et le suivi d'une élection.

Ouvrant les travaux de ce séminaire, Jean Aimé Tchibota Taty a déclaré : «Après la restructuration des bureaux des sections du parti et leur intronisation, la fédération



Les participants

du RDPS de la ville océane a trouvé utile de passer à une autre phase, celle de la formation des membres en vue du renforcement des capacités de gestion et d'animation du parti. Ces retrouvailles constituent un moment important où chaque membre doit concentrer ses énergies intellectuelles afin de renouveler des connaissances pour certains ou d'acquérir les techniques d'animation d'une structure politique pour les autres. C'est une occasion offerte à tous pour des échanges et des réflexions sur la vie du parti.»

S.I.

COUPE D'AFRIQUE DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE DE HANDBALL

Patronage Sainte-Anne veut avant tout défendre l'honneur du pays

L'entraîneur principal de Patronage Sainte-Anne, Régis Matongo, souhaite améliorer le classement de l'équipe, a-t-il indiqué lors d'une rencontre avec la presse nationale le 16 mai à Brazzaville, à l'issue de la mise au vert des joueurs.

Patronage Sainte-Anne est l'unique équipe masculine qui représentera le Congo à la trentième édition de la Coupe d'Afrique des clubs de handball qui démarre le 20 mai à Oyo. Le Club de Pointe-Noire a clôturé sa préparation à Brazzaville par une mise au vert de deux semaines, qui a permis au staff technique d'apporter les dernières retouches techniques. «Nous avons corrigé certains petits détails qu'on a pu relever durant tous nos matchs de préparation à Brazzaville. Aujourd'hui, on peut dire que l'équipe est prête pour la compétition», a indiqué Régis Matongo.

Durant la préparation à Brazzaville, Patronage messieurs a disputé six matchs contre les équipes locales : deux contre Étoile du Congo, trois contre Inter club et un contre Diabes noirs. Toutes les rencontres se sont soldées par la victoire des Ponténégrins. Mais pour Régis Matongo, le but n'était pas tant de gagner. «À chaque match, on avait un thème, ce qui nous a permis de relever certains détails auxquels nous avons remédié pour que l'on soit prêt

pour la compétition», a poursuivi l'entraîneur.

Toutefois, a-t-il ajouté, un match ne se joue pas dans les tribunes ni dans les gradins, mais sur le terrain. «Nous ne cherchons pas la confrontation violente : nous allons défendre l'honneur du pays et améliorer notre classement par rapport à notre dernière participation en 2006, à Abidjan, où nous étions septièmes.»

Notons par ailleurs qu'après le retrait des équipes de la RDC dans les deux versions, les calendriers ont connu une modification. Chez les messieurs, il y aura deux groupes : l'un de quatre équipes et l'autre de trois. Cependant chez les dames, il y aura deux groupes de quatre équipes.

Groupes réaménagés : Hommes - Al Ahly (Égypte), Salinas (Gabon), Volcan (Cameroun), Aspac (Bénin) ; Espérance (Tunisie), Fap (Cameroun), Patronage Sainte-Anne (Congo)

Dames - groupe A : Inter Club et Asel (Congo), Fap (Cameroun), Progresso (Angola) ; groupe B : Petro Atletico (Angola), Phoenix (Gabon) Abo Sport (Congo), TKC (Cameroun).

La compétition se déroulera chez les hommes sous la formule championnat en aller simple, la première équipe sera vainqueur, alors que chez les dames, les deux groupes sont maintenus.

Charlem Léa Legnoki

COUPE DE LA VILLE DE JUDO

Les finales prévues pour samedi prochain

Initialement programmés le 18 mai, les combats ont été renvoyés au 24 de ce même mois

Le calendrier de la coupe de la ville de Brazzaville de judo a été réaménagé. La compétition qui a ouvert ses portes le 16 mai devrait prendre fin dans la soirée du 18. Puisque l'après-midi, la rencontre opposant la Centrafrique à la Guinée-Bissau était prévue au stade Alphonse-Massamba-Débat où se déroulait ce tournoi de judo. Une fois que le match de football a pris fin, le tour est venu au judoka de monter sur les tatamis pour en découdre. L'événement, qui a drainé un public venu de tous les coins de Brazzaville, n'a malheureusement pas duré longtemps. Juste après quelques combats de la phase éliminatoire, en effet, une coupure d'électricité a joué en défaveur des compétiteurs et du public.

Ainsi, le comité d'organisation de la compétition s'est vu obligé d'arrêter les combats. Après concertation, les membres dudit comité les ont reprogrammés pour samedi prochain. Le site du tournoi reste le même. Les combats auront lieu dans la matinée. «Les finales qui devaient se disputer ce soir sont repoussées au samedi 24 mai», a indiqué le directeur de l'organisation de cette coupe de la ville, Me Ochick Ossanza. Les judokas qui prennent part à la compé-



L'un des combats de la compétition. crédit photo Adiac

tion doivent donc garder leur mal en patience en attendant la date fixée pour la suite de l'échéance sportive. Même si quelques-uns ont exprimé leur déception quant au désagrément ayant obligé les organisateurs à arrêter les combats.

En rappel, cette coupe de la ville est la deuxième compétition organisée dans la ville capitale depuis la mise en place de la commission ad hoc au niveau de la ligue de Brazzaville, sous la supervision de la Fédération congolaise de judo et

disciplines associées. Ce, à l'exception bien sûr des compétitions internationales auxquelles les judokas congolais ont pris part (tournoi international de Cotonou au Bénin et celui de Yaoundé au Cameroun). Pour la suite de cette

coupe de la ville, dont les finales sont momentanément stoppées, on espère que les judokas auront la même détermination et que le spectacle sera au rendez-vous. Samedi prochain sera donc un jour de vérité.

Rominique Nerplat Makaya

COUPE D'AFRIQUE DE HANDBALL À OYO

Retrait des quatre équipes de la RDC

Officiellement engagée dans la 30^e édition de la coupe des vainqueurs de coupe de handball que la ville d'Oyo abrite du 20 au 30 mai, la République démocratique du Congo a retiré ses équipes de la compétition dans les deux versions.

Suite à l'opération d'assainissement des villes congolaises des étrangers vivant en situation irrégulière en République du Congo, la République démocratique du Congo (RDC) a décidé de retirer ses quatre équipes engagées dans la compétition et même leurs arbitres et journalistes. Il s'agit d'Héritage et HC Nuru en version féminine et JSK et Blessing en version masculine.

Ce retrait, à quelques jours de la compétition, a causé des répercussions sur les calendriers de la compétition dans les deux versions.

Les équipes messieurs étant sept au lieu de neuf comme avant, joueront en formule du championnat en aller simple, et la première équipe sera vainqueur, tandis que les huit équipes des dames sont en deux groupes de quatre.

Charlem Léa Legnoki

FOOTBALL

Les résultats des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Bulgarie, finale de la Coupe

Le Botev Plovdiv de Fodé Doré s'incline sur le plus petit des scores face à Ludogorets, déjà sacré champion, ce qui offre une place européenne au vaincu du jour. Titulaire, Fodé Doré n'a pas eu beaucoup d'occasions de briller. Victime d'une faute sur le but adverse, il a ensuite été remplacé à la 88^e. Soulignons les débordements qui ont émaillé la rencontre : après le but de Ludogorets, les supporters du Botev ont mis le feu, littéralement, aux tribunes, nécessitant l'intervention des pompiers et des forces de l'ordre.

Suisse, 35^e et avant-dernière journée, 1^{re} division

Et de cinq buts pour Igor Nganga qui ouvre le score dès la 6^e minute face à Bale. Titulaire en défense centrale, il n'a pu empêcher la défaite de son équipe. Résultat, Bale est champion et Aarau reste 8^e avec un point d'avance sur Sion.

BASKETBALL

Le week-end des Congolais de la diaspora en France et en NBA

Pro A : quarts de finale, match 3

Paris-Levallois s'incline à Nancy (73-90). Revenu de blessure au début de ces play-offs, Giovan Oniangue n'a pu empêcher l'élimination de son équipe. Samedi soir, il n'a joué que 4 minutes pour 2 points et +1 d'évaluation.

Défaite de Chalon-sur-Saône à Strasbourg (81-88). Décevant depuis le début des play-offs, Steed Tchicamboud rend une pâle copie de 3 points, 1 rebond, 1 passe décisive, 3 pertes de balle, 3 fautes commises et +0 d'évaluation en 17 minutes.

États-Unis : NBA, finale de Conférence Ouest

Très mauvaise nouvelle pour le Thunder d'Oklahoma City qui devra probablement se passer de Serge Ibaka, blessé au mollet lors

du 6^e match face aux LA Clippers. Avec l'absence de Serge «Iblocka», OKC est privé de son meilleur défenseur, l'un des meilleurs de NBA, mais aussi de son troisième artificier, après Durant et Westbrook (15, 1 pts ; 8, 8 rebonds de moyenne en saison régulière ; 12, 2 pts ; 7 et 3 rebonds depuis le début des play-offs).

Russie, 30^e et dernière journée, 1^{re} division

Christopher Samba était sur le banc lors de la défaite du Dinamo Moscou sur la pelouse du Spartak (2-3). Le Dinamo termine à la 4^e place et disputera donc la Ligue Europa l'an passé.

Turquie, demi-finale retour des play-offs, 2^e division

Ankaraspor et Lys Mouithys ne joueront pas en première division la saison prochaine. Battu à Samsunspor lors du match aller, les coéquipiers de Mouithys, remplaçant, ont concédé le match nul 1-1, éliminatoire. Rentré à la 62^e, alors que le score était acquis, Mouithys n'a pas eu d'occasion franche.

Camille Delourme

du 6^e match face aux LA Clippers. Avec l'absence de Serge «Iblocka», OKC est privé de son meilleur défenseur, l'un des meilleurs de NBA, mais aussi de son troisième artificier, après Durant et Westbrook (15, 1 pts ; 8, 8 rebonds de moyenne en saison régulière ; 12, 2 pts ; 7 et 3 rebonds depuis le début des play-offs). Brillant lors des quatre victoires du Thunder face à San Antonio cette saison, Ibaka est toujours parvenu à contrer l'impact de Tim Duncan. Du côté de San Antonio, si certains se réjouissent logiquement de cette absence présumée, d'autres se montrent sceptiques et craignent un énorme coup de grâce d'Oklahoma. Réponse dans la nuit de lundi à mardi.

C.D.